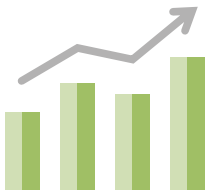


LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

BILAN DE L'ANNÉE 2025



PRÉSENTATION

Le Bioalimentaire économique – Bilan de l'année 2025 présente, comme chaque année, une analyse approfondie de l'industrie bioalimentaire du Québec. Il met en lumière la performance des principaux secteurs de cette industrie – agriculture, pêches, transformation alimentaire, commerce de détail et services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration ainsi que des établissements institutionnels publics et privés (HRI) – et comporte une analyse des facteurs qui ont influencé leur évolution, notamment de la conjoncture économique, de la demande intérieure et des échanges internationaux.

À l'instar des années précédentes, l'environnement d'affaires est demeuré exigeant en 2025. Le contexte géopolitique a été tendu, marqué notamment par des tensions commerciales persistantes. Le produit intérieur brut (PIB) réel de l'industrie bioalimentaire a légèrement diminué, l'emploi a présenté une stabilité et les investissements ont de nouveau reculé. En revanche, certaines sources de pression se sont atténuées. Les taux d'intérêt ont continué de baisser, tandis que les coûts de divers intrants agricoles et bioalimentaires se sont stabilisés.

Par ailleurs, les recettes monétaires agricoles se sont accrues. Elles ont, entre autres, été soutenues par une amélioration des prix dans les productions animales. La valeur des livraisons manufacturières est, quant à elle, restée relativement stable par rapport à 2024. Les gains dans la fabrication d'aliments ont été contrebalancés par un recul dans la fabrication de boissons et de produits du tabac. La valeur des livraisons découlant de la préparation de poissons et de fruits de mer a, pour sa part, progressé notablement, stimulée par une croissance des exportations internationales et par des prix favorables.

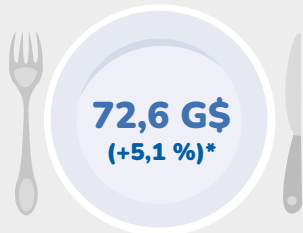
Enfin, la valeur de la demande alimentaire intérieure a augmenté, soutenue par l'inflation alimentaire ainsi que la consommation des ménages et des touristes. Les marchés extérieurs ont également été favorables. Les exportations bioalimentaires internationales ont enregistré une croissance en dépit du contexte de la guerre tarifaire (tarifs et contre-tarifs) avec les États-Unis.

SOMMAIRE DU BILAN

LES CHIFFRES CLÉS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2025	4
1. LES CONJONCTURES ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE	5
1.1 La conjoncture économique	5
1.2 La conjoncture bioalimentaire	7
2. LE PIB RÉEL, LES INVESTISSEMENTS, LES EMPLOIS ET LA PRODUCTIVITÉ	10
2.1 Le PIB réel de l'industrie bioalimentaire	10
2.2 Les investissements dans l'industrie bioalimentaire	11
2.3 L'emploi dans l'industrie bioalimentaire	12
2.4 La productivité du travail dans l'industrie bioalimentaire	16
3. LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS AINSI QUE LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	19
3.1 La demande alimentaire intérieure	20
3.2 Les prix à la consommation des aliments et des boissons	21
3.3 Le commerce de détail alimentaire	22
3.4 Les services alimentaires du réseau HRI	22
4. L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX	25
5. LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE	29
6. LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER	35
7. L'AGRICULTURE	40
ANNEXES	44

LES CHIFFRES CLÉS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2025

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



48,3 G\$
(+5,1 %) Ventes dans le commerce de détail alimentaire et les circuits courts

24,2 G\$
(+5,2 %) Ventes des services alimentaires (HRI)

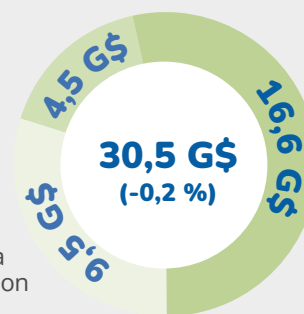
PIB RÉEL BIOALIMENTAIRE**

(-1,6 %)

PIB réel de l'agriculture et des pêches

(-3,9 %)

PIB réel de la transformation alimentaire

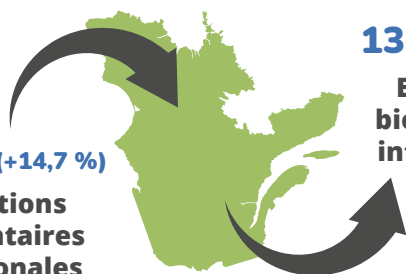


(+2,5 %)

PIB réel du secteur tertiaire***

13,6 G\$ (+14,7 %)

Importations bioalimentaires internationales



13,3 G\$ (+5,2 %)

Exportations bioalimentaires internationales



3,0 %

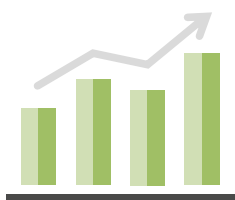
Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

3,1 %

Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées



**Plus de 81 000
Entreprises**



3,8 G\$ (-3,6 %)
Investissements



**527 855 (stable)
Emplois**



12,9 G\$
(+4,3 %)

Recettes monétaires agricoles du marché

13,5 G\$
(+3,1 %)

Recettes monétaires agricoles totales



39,9 G\$ (+0,7 %)

Livraisons manufacturières

* Progression par rapport à l'année 2024.

** Il s'agit du PIB réel aux prix de base (en dollars enchaînés de 2017), y compris une estimation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) pour les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.

*** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel de même que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

Note : Le symbole « G\$ » signifie « milliards de dollars » et le symbole « M\$ », « millions de dollars ».

1 LES CONJONCTURES ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE

1.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'économie mondiale a résisté aux tarifs douaniers

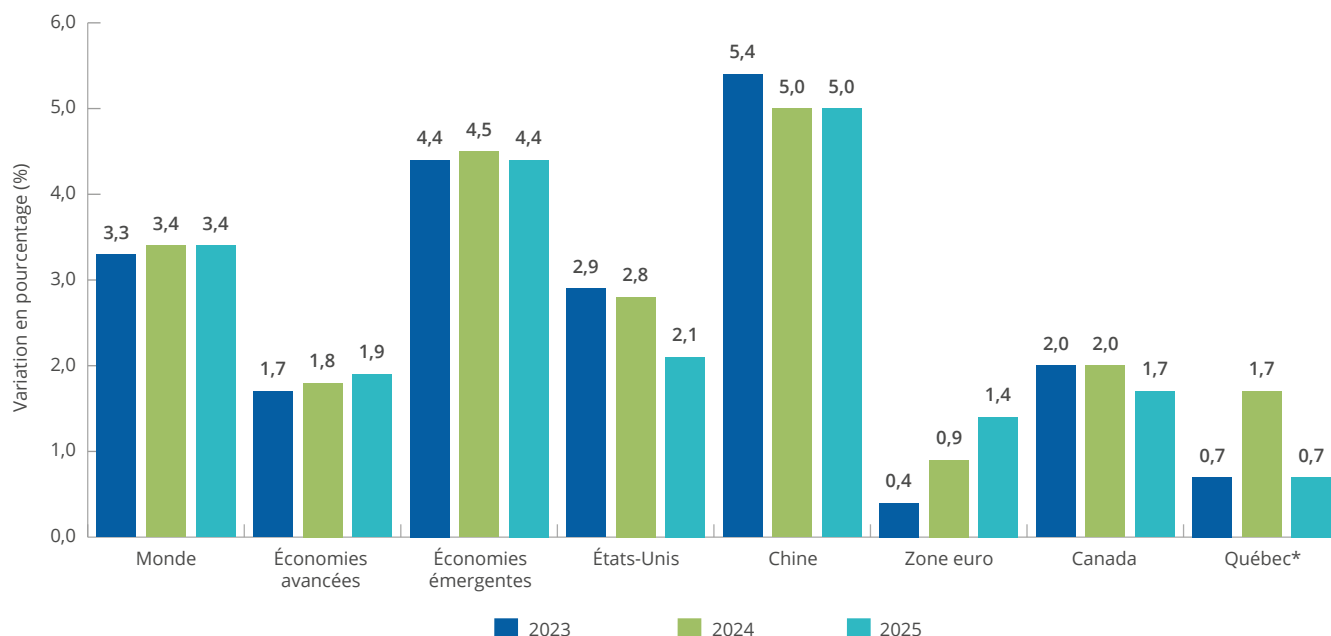
En 2025, l'économie mondiale a fait face à l'instauration de nouveaux droits de douane, à de fortes tensions géopolitiques et à un climat d'incertitude élevée. Elle a résisté, mais cet environnement difficile a pesé sur la croissance économique globale, qui est restée relativement stable au milieu de forces divergentes.

Au Québec et au Canada, la croissance de l'économie a été modeste, tout comme ailleurs dans la majorité des pays les plus avancés. L'économie des États-Unis a été soutenue par des gains en matière de richesse financière, les investissements dans l'intelligence artificielle et la consommation des ménages, mais elle a ralenti. En Chine, l'économie a stagné et a continué d'affronter des défis sur fond de tensions avec les États-Unis, entre autres autour de Taiwan, des semi-conducteurs et des terres rares.

Selon les plus récentes données du Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a enregistré une progression de 3,4 % en 2025, un résultat similaire à celui de 2024. Dans les économies avancées, la croissance a atteint 1,9 %, demeurant quasi stable (+0,1 point de pourcentage), tandis que, dans les pays émergents et en développement, elle s'est établie à 4,4 % (-0,1 point de pourcentage).

L'année 2025 a marqué une rupture avec le paradigme commercial qui avait cours depuis plusieurs décennies. La rapidité des changements touchant les politiques commerciales internationales et les règles du commerce multilatéral a constitué un véritable choc pour l'économie mondiale. Ce choc s'est ajouté à une série d'épreuves accumulées au cours des années précédentes dont la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine, l'inflation élevée ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement.

FIGURE 1.1 | TAUX DE VARIATION ANNUEL DU PIB RÉEL DANS LE MONDE, AU CANADA ET AU QUÉBEC, DE 2023 À 2025 (EN POURCENTAGE)



* PIB réel selon les dépenses (en dollars enchaînés de 2017), provenant de l'Institut de la statistique du Québec (mars 2026).

Sources : FMI (avril 2026), Statistique Canada (mars 2026) et Institut de la statistique du Québec (mars 2026); compilation du MAPAQ.

Une croissance modeste a été observée au Québec et au Canada dans un contexte tarifaire contraignant

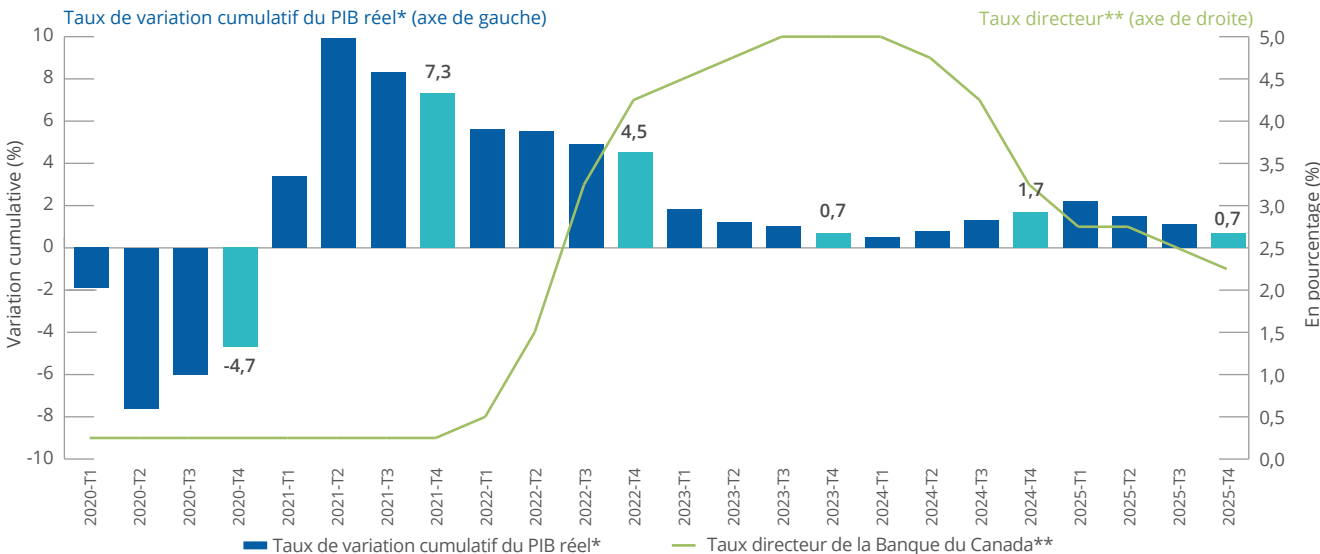
En 2025, l'économie du Québec et du Canada a fait face à l'imposition de droits de douane par les États-Unis et la Chine. Si une récession a été évitée, la croissance économique est demeurée modeste et s'est essoufflée. L'impact des tarifs imposés a été atténué par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), mais le secteur de la fabrication a connu des difficultés et certains sous-secteurs fortement tarifés ont été plus durement touchés que les autres, dont ceux de l'acier et de l'aluminium. Les produits ont dû satisfaire aux exigences administratives de l'ACEUM, tandis que le Québec et l'Ontario ont été davantage exposés à ces tarifs que les autres provinces. Comme en 2024, l'inflation annuelle est restée dans la fourchette cible de la Banque du Canada (de 1 % à 3 %), qui a continué de réduire graduellement son taux directeur (de 3,25 % à 2,25 %) afin de stimuler l'économie.

La hausse du PIB réel au Québec (+0,7 %) et au Canada (+1,7 %) en 2025 a été inférieure à celle atteinte en 2024¹. L'activité économique a été stimulée par une progression des dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques. Toutefois, un recul de la formation brute de capital fixe des entreprises en machines et matériel ainsi que des exportations de biens et services a affaibli cette croissance du PIB réel. Un ralentissement des investissements en stocks au Québec a aussi atténué celle-ci.

L'inflation annuelle au Québec s'est établie à 2,4 % en 2025, un niveau comparable à celui de 2024 (2,3 %). Sur le plan démographique, la croissance de la population a ralenti sous l'effet d'une diminution de l'immigration temporaire. Près de 80 000 emplois se sont ajoutés au marché du travail et une réduction des pressions sur ce dernier a été notée. En effet, le nombre de postes vacants au quatrième trimestre (environ 112 100) a connu une baisse de 7,6 % par rapport au même trimestre de 2024. Dans ce contexte, le taux de chômage s'est accru de 0,3 point de pourcentage, comparativement à l'année précédente, pour atteindre 5,6 %.

Le dollar canadien s'est établi à 0,72 \$ US, reculant pour une quatrième année consécutive. Cet affaiblissement s'explique notamment par des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis qu'au Canada, une croissance économique américaine plus soutenue ainsi que l'effet des droits de douane, qui ont renforcé l'attrait du dollar américain. Si la dépréciation du dollar canadien a pu atténuer, du moins partiellement, l'incidence des tarifs sur certains secteurs exportateurs, elle a également eu pour effet de renchérir le coût d'intrants tels que les fertilisants et l'alimentation animale.

FIGURE 1.2 | TAUX DE VARIATION CUMULATIF DU PIB RÉEL AU QUÉBEC ET TAUX DIRECTEUR DE LA BANQUE DU CANADA**, DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020 AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2025 (EN POURCENTAGE)



* Taux de variation du PIB réel selon les dépenses (en dollars enchaînés de 2017) pour la période allant du premier trimestre au trimestre de référence de l'année en cours par rapport à la même période de l'année précédente. Le bâtonnet turquoise correspond au quatrième trimestre et représente le taux de variation cumulé pour l'année complète qui se termine.

** Taux directeur en fin de période.

Sources : Banque du Canada et Institut de la statistique du Québec (mars 2026); compilation du MAPAQ.

1 PIB réel selon les dépenses (en dollars enchaînés de 2017), provenant de Statistique Canada (mars 2026) pour le Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (mars 2026) pour le Québec.

1.2 LA CONJONCTURE BIOALIMENTAIRE

Le ralentissement de la baisse des prix des céréales et la hausse des prix de la viande ont marqué la conjoncture internationale

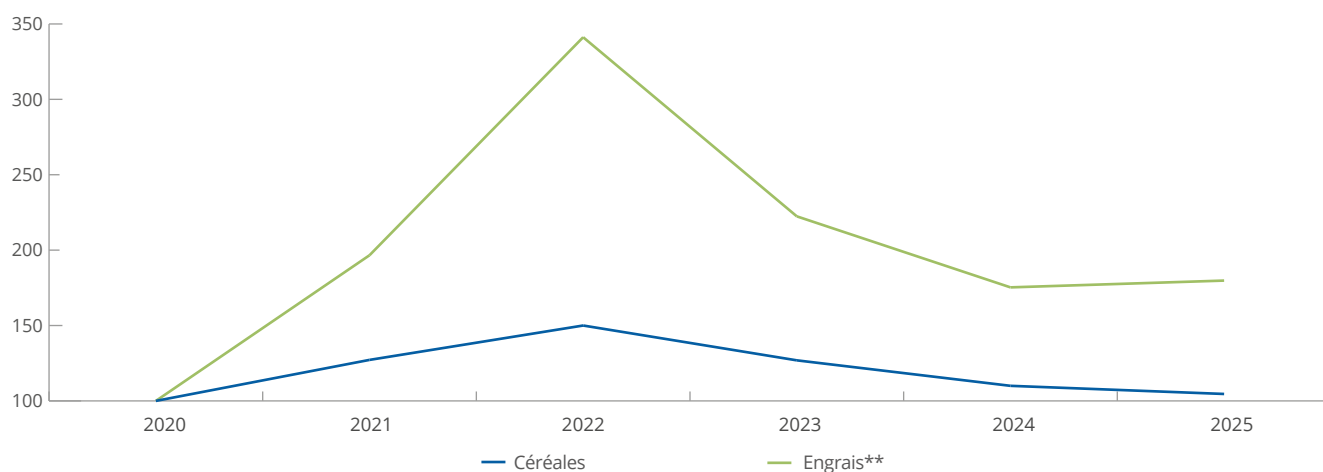
En 2025, l'indice des prix des aliments de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a progressé sous l'impulsion d'une hausse des indices des prix de la viande, des produits laitiers et des huiles végétales. Cette hausse a été partiellement compensée par un repli des indices des prix des céréales et du sucre.

En 2025, pour la troisième année consécutive, les prix des céréales ont reculé, bien que le mouvement baissier se soit nettement atténué. L'évolution des prix a été contrastée selon les produits :

- Du côté des céréales, la production mondiale de maïs a atteint des niveaux record, portée principalement par des gains aux États-Unis, en Ukraine et au Mexique, tandis qu'une baisse a été enregistrée au Brésil. Malgré cette abondance, la demande mondiale croissante pour l'alimentation tant humaine qu'animale, stimulée notamment par les besoins grandissants de la Chine, a exercé une pression à la hausse sur les prix du maïs, dont l'offre n'a pu satisfaire qu'une partie de cette demande.
- Du côté des oléagineux, les prix du soja sont restés faibles en comparaison des années récentes. Toutefois, en raison de la reprise des exportations américaines et canadiennes vers la Chine au cours des dernières semaines de 2025, un redressement des prix s'est amorcé en fin d'année.

Par ailleurs, les prix mondiaux des engrais ont affiché une légère hausse, soutenue notamment par le raffermissement des prix du gaz naturel.

FIGURE 1.3 | INDICES DES PRIX INTERNATIONAUX DES CÉRÉALES ET DES ENGRAIS, DE 2020 À 2025
(2020 = 100*)



* Les indices d'origine ont été convertis selon l'année de base 2020 = 100.

** Le phosphate, la potasse et l'urée sont inclus.

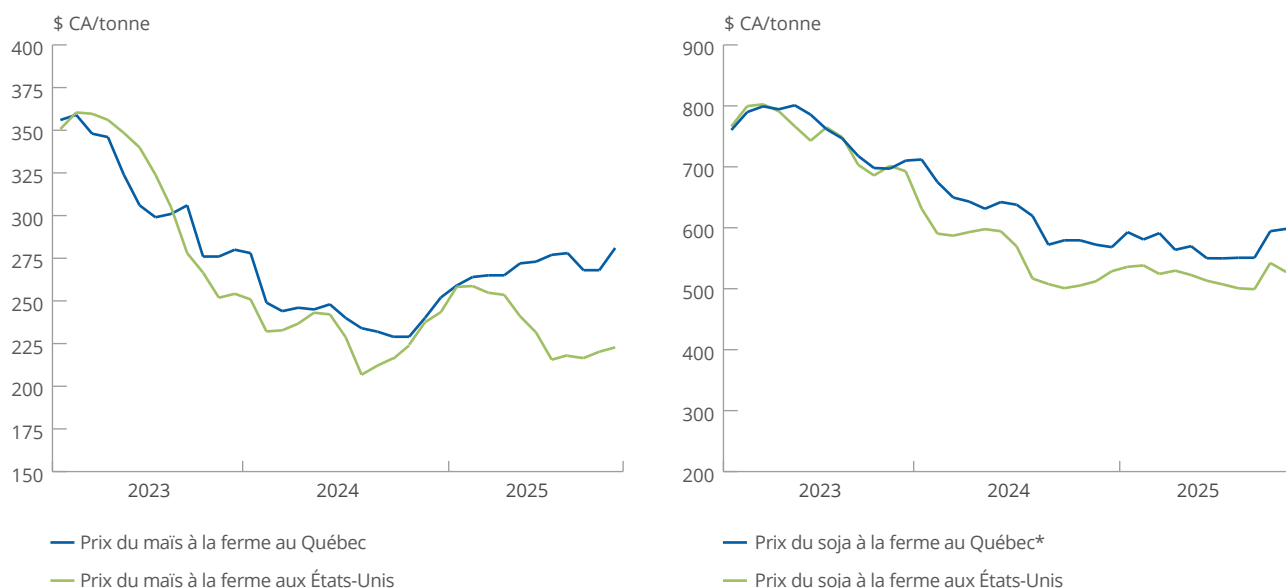
Sources : FAO et FMI; compilation du MAPAQ.

Au Québec, les prix du maïs et du soja ont suivi les tendances des marchés internationaux

Pour les prix du maïs, les conditions de marché ont été favorables à une reprise. Le prix moyen payé aux producteurs québécois en 2025² a progressé de 11 %, reflétant la hausse observée aux États-Unis, où ce prix est passé de 230 \$/t en 2024 à 236 \$/t en 2025.

Pour le soja, la tendance a été inversée. Le prix américain moyen s'est établi à 520 \$/t en 2025, ce qui représente une baisse par rapport aux 560 \$/t enregistrés l'année précédente. Au Québec, le prix moyen payé aux producteurs a reculé de 9 %, passant de 625 \$/t en 2024 à 570 \$/t en 2025.

FIGURE 1.4 | PRIX DU MAÏS ET DU SOJA AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS PAR TONNE MÉTRIQUE, EN DOLLARS CANADIENS, DE JANVIER 2023 À DÉCEMBRE 2025



* À l'exception du soja sans organismes génétiquement modifiés (OGM).

Sources : Producteurs de grains du Québec, Banque du Canada et United States Department of Agriculture (USDA); compilation du MAPAQ.

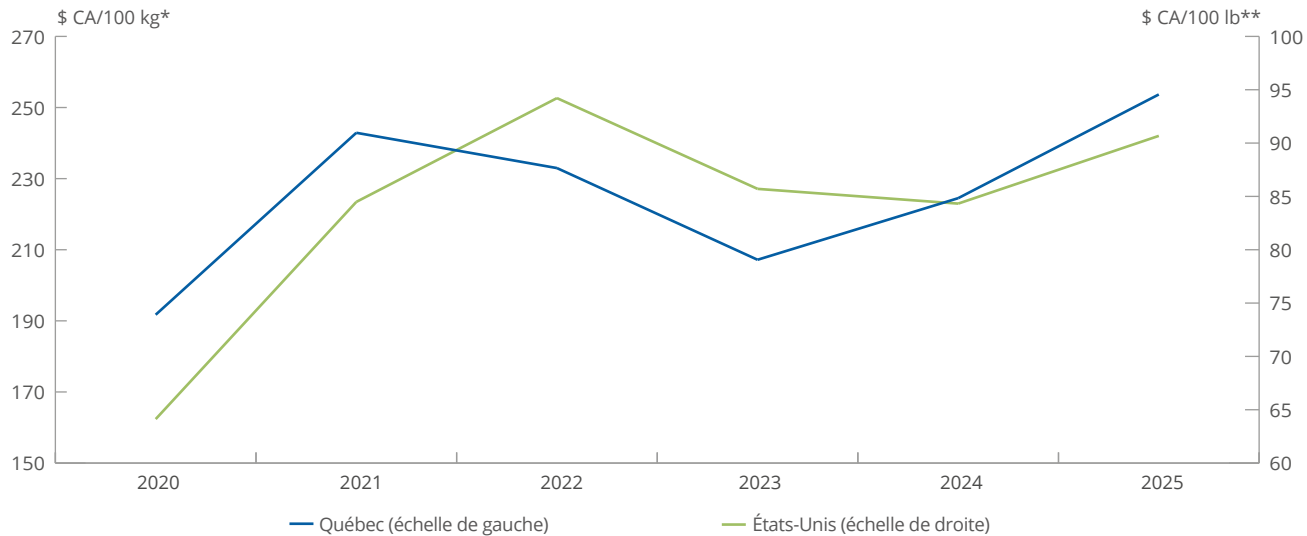
La hausse des prix du porc et du bœuf s'est confirmée au Québec, portée par des conditions de marché favorables

Le prix moyen du porc au Québec s'est accru de 13 % en 2025, confirmant la hausse de 8 % enregistrée l'année précédente. Cette performance est en phase avec la situation observée aux États-Unis, où le prix de référence à la ferme du porc s'est élevé de 8 % en 2025, indiquant une reprise après une baisse de 2 % en 2024.

Tandis que les années 2023 et 2024 ont été marquées au Québec par la chute des exportations de viande porcine à destination de la Chine, l'année 2025 a reflété les efforts de restructuration de la filière porcine québécoise. Aux États-Unis, le redressement des prix s'explique en partie par la contraction du cheptel porcin, qui a contribué à resserrer l'offre sur le marché.

2 Au cours de l'année civile, c'est-à-dire de janvier à décembre.

FIGURE 1.5 | PRIX DU PORC EN DOLLARS CANADIENS PAR 100 KILOGRAMMES AU QUÉBEC (POIDS CARCASSE) ET EN DOLLARS CANADIENS PAR 100 LIVRES AUX ÉTATS-UNIS (POIDS VIVANT), DE 2020 À 2025



* En dollars canadiens par 100 kilogrammes de poids carcasse.

** En dollars canadiens par 100 livres de poids vivant.

Sources : La Financière agricole du Québec et USDA (mars 2025); compilation du MAPAQ.

Comme les producteurs porcins, les éleveurs de bovins du Québec ont bénéficié, en 2025, de conditions de marché particulièrement favorables, en phase avec celles observées aux États-Unis.

Aux États-Unis, la réduction de la taille du cheptel bovin, constatée depuis quelques années, se traduit par une diminution des volumes de viande produits (-4 % en 2025), alors que la consommation intérieure demeure robuste. Cette combinaison d'une offre contractée et d'une demande soutenue a entraîné une augmentation marquée des prix à la ferme, estimée à 20 % par rapport à 2024. Au Québec, des facteurs similaires ont exercé une pression à la hausse sur les prix payés aux éleveurs, qui ont progressé d'au moins 20 % comparativement au prix moyen obtenu en 2024.

2 LE PIB RÉEL, LES INVESTISSEMENTS, LES EMPLOIS ET LA PRODUCTIVITÉ

FAITS SAILLANTS

- Une légère diminution du PIB réel bioalimentaire : le PIB réel de l'industrie bioalimentaire du Québec a atteint 30,5 G\$ en 2025, ce qui représente une baisse de 0,2 % par rapport à 2024. Sa contribution à l'économie québécoise s'est établie à 6,8 %, un recul de 0,5 point de pourcentage comparativement à 2019.
- Un repli des investissements pour une deuxième année consécutive : Dans un contexte d'incertitude économique, les investissements de l'industrie bioalimentaire ont totalisé 3,8 G\$ en 2025, ce qui correspond à une baisse de 3,6 % par rapport à 2024, la transformation alimentaire ayant été le secteur le plus touché (-16,7 %).
- Un niveau d'emploi quasi stable, toujours en deçà du seuil prépandémique : Avec 527 855 travailleurs en 2025, l'industrie bioalimentaire n'a enregistré qu'un gain net de 311 emplois par rapport à 2024 et n'a toujours pas retrouvé son niveau d'emploi d'avant la pandémie de COVID-19.

2.1 UNE FAIBLE DIMINUTION DU PIB RÉEL DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

Selon les dernières données disponibles, le PIB réel de l'industrie bioalimentaire du Québec a atteint 30,5 G\$ pour 2025. Il a légèrement diminué par rapport à 2024 (-0,2 %³), un premier recul après quatre années consécutives de croissance.

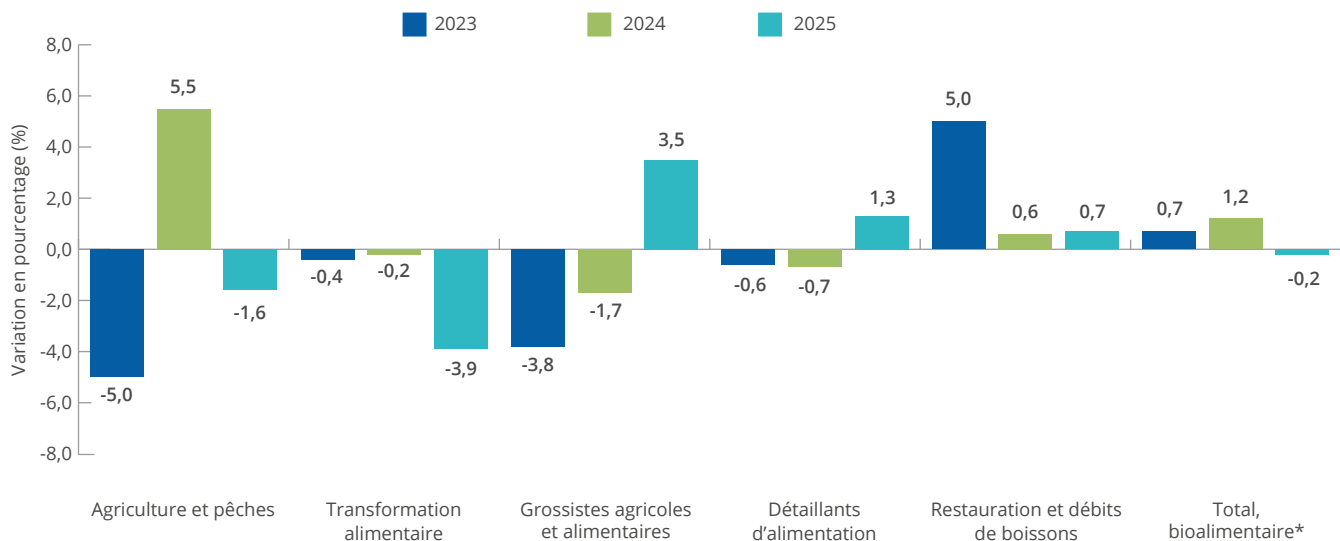
La performance du PIB réel bioalimentaire a été inférieure à celle de l'ensemble de l'économie pour quatre des six années s'étant écoulées depuis la pandémie, ce qui témoigne des défis persistants auxquels font face les entreprises bioalimentaires. Le choc pandémique, la guerre en Ukraine, la hausse des prix, les tarifs douaniers et l'incertitude économique ont exercé des pressions importantes sur l'industrie. En conséquence, sa contribution au PIB réel de l'économie québécoise s'est établie à 6,8 % en 2025, ce qui représente une diminution de 0,5 point de pourcentage comparativement à 2019 (7,3 %). Cette situation s'explique surtout par un recul de la contribution du secteur tertiaire.

Dans ce secteur, le PIB réel des services de restauration et des débits de boissons a augmenté pour une cinquième année de suite (+0,7 %). Il est toutefois demeuré largement en deçà de son niveau prépandémique, illustrant une lente reprise depuis son recul majeur de 2020. Le PIB réel des grossistes de produits agricoles et alimentaires a, pour sa part, progressé (+3,5 %) après plusieurs années de repli, comme celui des détaillants d'alimentation (+1,3 %). Globalement, la contribution du secteur tertiaire au PIB réel de l'ensemble de l'économie a diminué, passant de 4,1 % en 2019 à 3,7 % en 2025.

De son côté, le PIB réel de l'agriculture et des pêches a reculé (-1,6 %) après un important rebond en 2024. La fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac a également connu une diminution (-3,9 %) après deux années de faible baisse. Ensemble, l'agriculture, les pêches et la transformation alimentaire ont vu leur contribution au PIB réel de l'économie québécoise décroître légèrement depuis la pandémie pour s'établir à 3,1 % en 2025 par rapport à 3,2 % en 2019.

3 Il s'agit du taux de variation du PIB réel bioalimentaire, aux prix de base (en dollars enchaînés de 2017), y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.

FIGURE 2.1 | TAUX DE VARIATION ANNUEL DU PIB RÉEL DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2023 À 2025 (EN POURCENTAGE)



* Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).
 Source : Statistique Canada; compilation et estimation du MAPAQ.

2.2 UN REcul DES INVESTISSEMENTS MALGRÉ UNE PROGRESSION SOUTENUE À LONG TERME⁴

Pour une deuxième année consécutive, les entreprises des secteurs de l'agriculture, des pêches et de la transformation alimentaire ont réduit leurs investissements. Selon les dernières données disponibles, on estime qu'elles ont investi 2,4 G\$ au total en 2025, soit 8,4 % de moins qu'en 2024 (où une baisse de 6,6 % avait été enregistrée par rapport à 2023). Le recul de 2025 a touché principalement la transformation alimentaire (-16,7 %), mais également l'agriculture et les pêches (-2,9 %). Le contexte des deux dernières années, marqué entre autres par des taux d'intérêt plus élevés qu'auparavant, le recul du dollar canadien, les tarifs douaniers, les tensions géopolitiques et une incertitude économique élevée, a pu nuire au lancement de nouveaux projets.

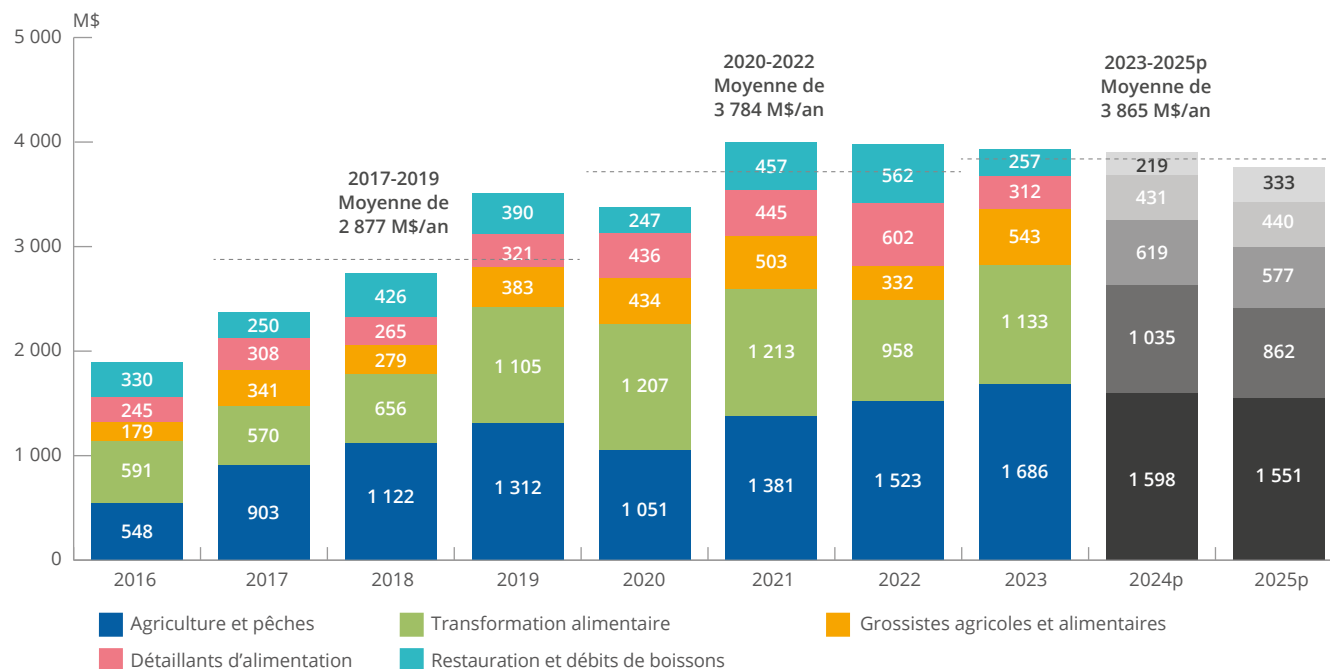
À plus long terme, les investissements demeurent toutefois soutenus. Dans le cadre de la Politique bioalimentaire 2018-2025, les partenaires avaient fixé une cible d'investissement de 15 G\$ sur 10 ans pour l'agriculture, les pêches, l'aquaculture ainsi que la transformation alimentaire. Alors que ces secteurs ont investi 22 G\$ au Québec de 2016 à 2025, cette cible a été largement dépassée, mettant en lumière des investissements majeurs sur une plus longue période.

Dans le secteur tertiaire, les investissements se sont élevés à 1,4 G\$ en 2025, ce qui correspond à une hausse de 6,4 % par rapport à 2024. Après une année difficile, les sommes investies dans les services de restauration et les débits de boisson ont rebondi de 52,1 %. Les magasins d'alimentation ont également enregistré une faible progression (+2,1 %), alors que les grossistes de produits agricoles et alimentaires ont connu un recul (-6,8 %).

Au total, les investissements de l'ensemble de l'industrie bioalimentaire ont atteint 3,8 G\$ en 2025, ce qui représente une baisse de 3,6 % comparativement à 2024. Ils ont contribué pour 4,3 % des investissements de l'économie québécoise, un recul de 0,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Malgré cette diminution, les résultats montrent une progression sur plusieurs années. Les investissements annuels moyens de 2023 à 2025 (3,9 G\$) ont ainsi connu une croissance de 2,2 % en comparaison de la période 2020-2022 (3,8 G\$) et de 34,4 % par rapport à la période 2017-2019 (2,9 G\$).

⁴ Les investissements sont influencés par divers éléments (taux d'intérêt, coût du matériel, prix, demande, taux de change, politiques gouvernementales, etc.). Ils sont sensibles à la conjoncture économique et peuvent fluctuer de façon importante d'une année à l'autre. En conséquence, ils ont été analysés de deux façons : annuellement et sur une plus longue période. On peut se référer à l'annexe pour les notes et les sources ainsi que des mises en garde concernant les données portant sur les investissements.

FIGURE 2.2 | INVESTISSEMENTS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2016 À 2025* (EN MILLIONS DE DOLLARS)



p : provisoire

* Les données pour 2024 et 2025 sont provisoires et pourraient faire l'objet d'une révision.

Sources : Statistique Canada, *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon l'industrie et le type d'actif*, et Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations; estimation de l'Institut de la statistique du Québec; compilation et estimation du MAPAQ.

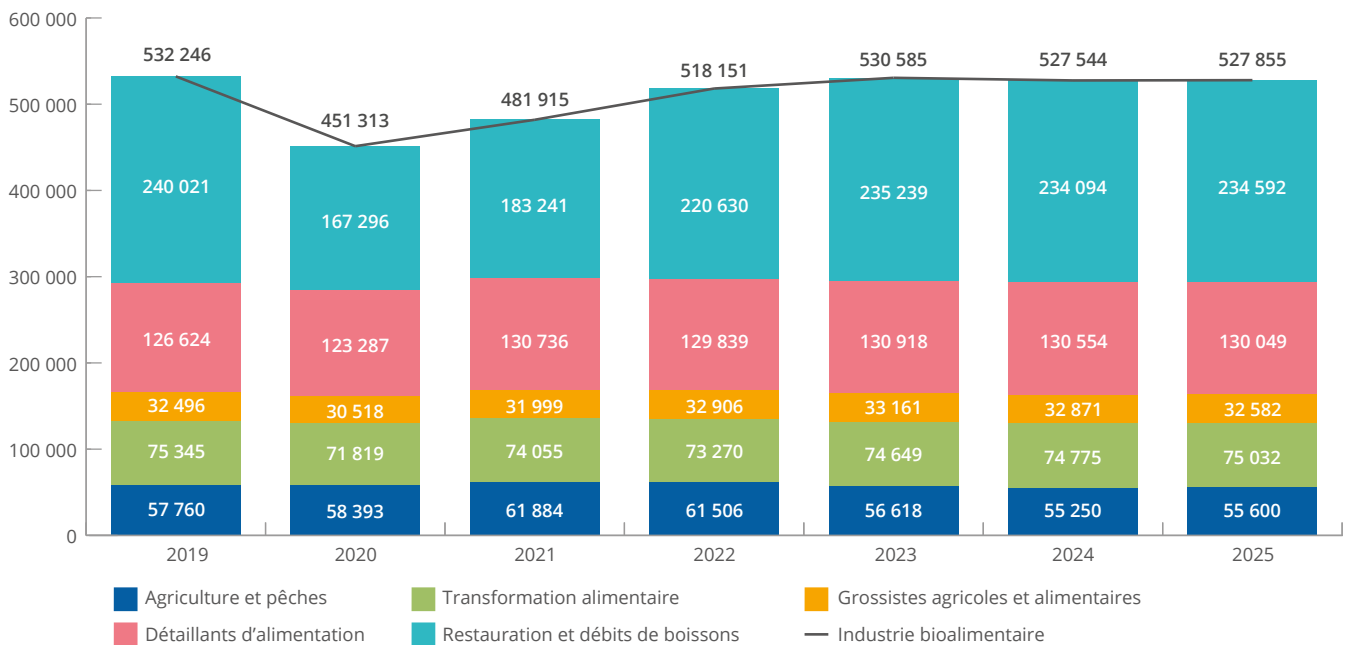
2.3 UNE STABILISATION DE L'EMPLOI⁵ DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE

L'industrie bioalimentaire, qui comptait 527 855 travailleurs en 2025, a terminé l'année avec quelques 310 emplois de plus qu'en 2024. La main-d'œuvre s'est accrue dans les secteurs de l'agriculture, de la transformation alimentaire et de la restauration, tandis qu'elle a diminué chez les grossistes de produits agricoles et alimentaires, de boissons et de tabac ainsi que les détaillants d'alimentation. Malgré tout, ces deux derniers secteurs engagent plus de travailleurs qu'avant la pandémie de COVID-19.

Ainsi, l'industrie n'a toujours pas retrouvé son niveau d'emploi pré-pandémique. Des facteurs comme les conflits commerciaux des États-Unis et de la Chine avec le Canada, les nouvelles orientations en matière d'immigration, le manque de main-d'œuvre et la mise en place de nouvelles technologies permettant d'améliorer la productivité des entreprises (ex. : l'intelligence artificielle) ont pu jouer un rôle dans ce résultat.

⁵ Les statistiques de l'emploi proviennent de différentes sources et sont régulièrement révisées. Ainsi, le nombre d'emplois doit être considéré comme un ordre de grandeur.

FIGURE 2.3 | ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2025



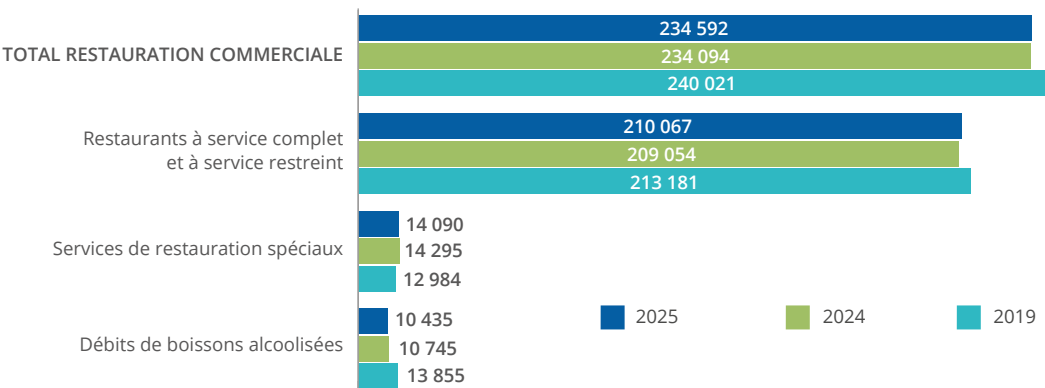
Le nombre d'emplois des secteurs de l'agriculture et des pêches peut inclure des travailleurs étrangers temporaires, mais sans que le compte soit exhaustif.
Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0202-01 et 14-10-0023-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Restauration commerciale : un faible redressement de l'emploi

Le nombre d'emplois annuel, qui avait baissé en 2024, s'est légèrement redressé de près de 500 en 2025 pour s'établir à 234 592. Ce nombre équivalait à 98 % de la main-d'œuvre recensée en 2019, soit avant la pandémie, et représente 44 % des travailleurs de l'industrie bioalimentaire. L'augmentation coïncide avec la remontée du volume des ventes des restaurants à service complet et la forte croissance des ventes des restaurants à service restreint, qui représentent ensemble 88 % du volume des ventes de la restauration commerciale. D'ailleurs, ces deux sous-secteurs ont fourni 1 013 emplois de plus en 2025, alors que les autres sous-secteurs ont enregistré une baisse.

Bien que le nombre de postes vacants se soit grandement atténué et ait atteint son plus bas niveau depuis 2017, le déficit de main-d'œuvre demeure un enjeu. Au quatrième trimestre de 2025, près de 8 500 postes étaient toujours à pourvoir.

FIGURE 2.4 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA RESTAURATION COMMERCIALE ET SES SOUS-SECTEURS AU QUÉBEC, EN 2019, EN 2024 ET EN 2025



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0201-01; compilation du MAPAQ.

Détaillants d'alimentation et grossistes-marchands: une légère contraction de la main-d'œuvre

Les détaillants d'alimentation traditionnels regroupent le quart des emplois de l'industrie bioalimentaire au Québec. En 2025, ils employaient 130 049 personnes, ce qui correspond à une légère baisse de 0,4 % ou de 505 travailleurs comparativement à 2024. Parallèlement, dans l'ensemble du commerce de détail, le marché du travail s'est replié de 1,0 %.

Dans le commerce de gros des produits agricoles et alimentaires, des boissons et du tabac, qui représente 6 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire, le nombre d'emplois a reculé de 0,9 % pour une deuxième année consécutive et s'est établi à 32 582. Par rapport à l'année 2024, il s'agit de 289 travailleurs de moins. Le resserrement du marché du travail coïncide avec la diminution du nombre d'entreprises de ce secteur. À titre de comparaison, notons que, dans l'ensemble du commerce de gros, le nombre d'employés a reculé de 1,2 % en 2025.

Transformation alimentaire : de modestes gains d'emploi pour une troisième année consécutive

Le secteur de la transformation alimentaire fournit 14 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire. Depuis 2023, le marché du travail se redresse. L'année 2025 s'est soldée par 257 travailleurs de plus ou une hausse de 0,3 % par rapport à 2024, ce qui a porté le total à 75 032 emplois. Ce résultat a été soutenu par les sous-secteurs suivants : boulangeries et fabrication de tortillas (+373 emplois), fabrication d'autres aliments (+354), mouture de céréales et de graines oléagineuses (+263), préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer (+155). À titre comparatif, notons que le nombre d'employés a fléchi de 1,7 % dans l'ensemble du secteur manufacturier québécois par rapport à 2024.

Depuis 2023, deux sous-secteurs affichent une croissance soutenue de l'emploi : les boulangeries et la fabrication de tortillas ainsi que la mouture de céréales et de graines oléagineuses. À l'inverse, les sous-secteurs de la fabrication de produits de viande et de la fabrication d'aliments pour animaux enregistrent des pertes.

TABLEAU 2.1 | NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN 2019 ET EN 2025

SECTEURS D'ACTIVITÉ	2025	VARIATION 2025/2024	2019 (PréCOVID-19)
Transformation alimentaire	75 032	0,3 %	75 345
Fabrication d'aliments	64 150	0,4 %	65 932
Fabrication d'aliments pour animaux	2 400	-6,7 %	2 758
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	1 738	17,8 %	1 467
Fabrication de sucre et de confiseries	4 098	stable	3 716
Transformation de fruits et légumes, et fabrication de spécialités alimentaires	5 201	-3,1 %	4 909
Fabrication de produits laitiers	10 384	-1,7 %	10 198
Fabrication de produits de viande	13 781	-2,6 %	18 645
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	1 542	11,2 %	1 551
Boulangeries et fabrication de tortillas	12 244	3,1 %	11 757
Fabrication d'autres aliments*	12 763	2,9 %	10 930
Fabrication de boissons et de produits du tabac	10 882	stable	9 413
Fabrication de boissons	9 515	-0,3 %	nd

nd : non disponible

* Ce sous-secteur regroupe la fabrication d'aliments à grignoter, de café et de thé, de sirops et de concentrés aromatisants, d'assaisonnements et de vinaigrettes, etc.

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0202-01; compilation du MAPAQ.

Agriculture : un gain d'environ 400 emplois par rapport à 2024

En 2025, environ 52 000 emplois⁶ étaient dénombrés dans les productions agricoles, ce qui représentait 10 % de la main-d'œuvre de l'industrie bioalimentaire. Ainsi, le nombre d'emplois s'était accru de 0,8 % par rapport à 2024. Statistique Canada précise que le nombre d'emplois peut comprendre des travailleurs étrangers temporaires, mais sans que le compte soit exhaustif⁷. En effet, l'agriculture s'appuie sur l'immigration temporaire pour combler ses besoins de main-d'œuvre.

TABLEAU 2.2 | NOMBRE DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES EN AGRICULTURE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2025 (EN MILLIERS)

TYPE DE TRAVAILLEURS	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Travailleurs étrangers temporaires	13,8	15,7	17,9	20,9	23,9	22,2	22,0

Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0218-01; compilation du MAPAQ.

Quant au nombre d'emplois du secteur primaire de la pêche et de l'aquaculture commerciales, il est resté relativement stable, soit autour de 3 600.

Des tensions sur la main-d'œuvre qui persistent dans certains secteurs

En 2025, si la tendance générale à une réduction du nombre de postes vacants s'est maintenue dans les secteurs des cultures agricoles, des détaillants d'alimentation ainsi que des services de restauration et des débits de boissons, des pressions se sont intensifiées dans d'autres secteurs. Le nombre de postes vacants au quatrième trimestre était plus élevé en 2025 qu'en 2024 pour l'élevage et l'aquaculture, les grossistes-marchands de produits alimentaires, de boissons et de tabac de même que, dans une moindre mesure, la fabrication d'aliments. Ce nombre demeure néanmoins élevé dans le secteur des services.

TABLEAU 2.3 | NOMBRE MOYEN DE POSTES VACANTS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC, AU QUATRIÈME TRIMESTRE, DE 2019 À 2025

SECTEURS BIOALIMENTAIRES	T4 2019	T4 2020	T4 2021	T4 2022	T4 2023	T4 2024	T4 2025
Cultures agricoles	650	490	875	595	610	510	305
Élevage et aquaculture	805	635	560	785	435	210	430
Fabrication d'aliments	2 975	2 800	5 500	4 720	1 480	1 490	1 680
Grossistes-marchands de produits alimentaires, de boissons et de tabac	1 225	1 075	2 120	1 590	875	650	995
Détaillants d'alimentation	3 660	4 820	7 715	5 805	3 975	2 955	2 690
Services de restauration et débits de boissons	12 100	10 560	31 240	22 125	13 010	9 220	8 465

T : trimestre

Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0442-01; compilation du MAPAQ.

⁶ Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 14-10-0026-01.

⁷ Si des travailleurs étrangers temporaires sont contactés pour participer à l'Enquête sur la population active, ils seront inclus seulement s'ils désignent le logement sélectionné comme étant leur résidence habituelle.

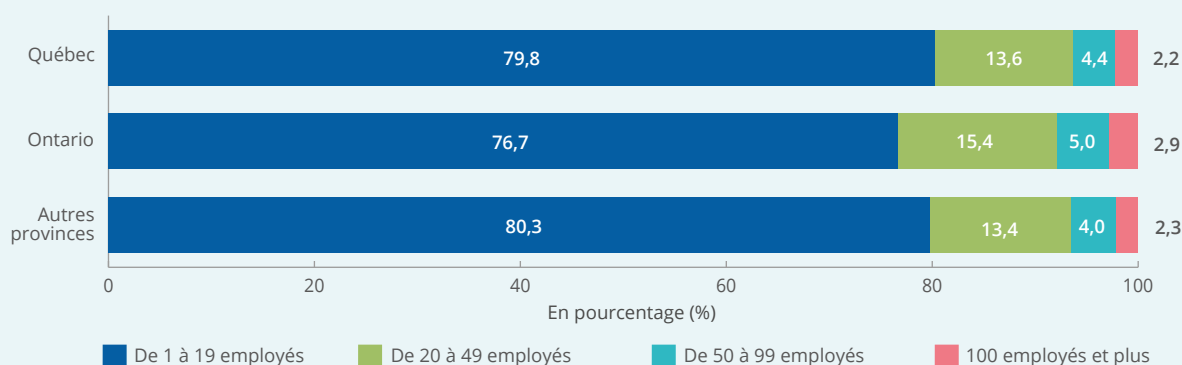
2.4 LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE ENTRE 2020 ET 2024⁸

La productivité du travail est une mesure de la richesse créée par unité de main-d'œuvre mobilisée, soit la valeur ajoutée, estimée par le PIB réel, générée par heure travaillée dans une industrie. Elle constitue un indicateur clé de l'efficacité avec laquelle les ressources humaines, combinées avec tous les autres facteurs de production sont utilisées pour produire des biens et des services.

L'influence de la structure des entreprises sur la productivité de l'industrie

Il est reconnu que les grandes entreprises affichent généralement une productivité plus élevée que les petites. Par conséquent, une structure industrielle comportant davantage de grandes entreprises est favorable à une plus forte productivité. La structure de l'industrie bioalimentaire est relativement homogène d'une province canadienne à l'autre : près de quatre établissements sur cinq (80,0 %) comptent 19 salariés ou moins. L'Ontario se distingue légèrement avec une part un peu moins élevée dans cette catégorie (76,7 %), ce qui se traduit par une proportion plus importante de grandes entreprises que dans les autres provinces, dont le Québec.

FIGURE 2.5 | RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS AVEC EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE SELON LA TAILLE ET LA PROVINCE AU CANADA, MOYENNES DE 2020 À 2024* (EN POURCENTAGE)



* Les entreprises sont dénombrées en tenant compte de leurs « emplacements statistiques ». Ainsi, une entreprise de vente au détail ayant 10 magasins et 1 siège social représente 11 entreprises.

Sources : Statistique Canada, tableaux Nombre d'entreprises canadiennes avec employés, de 2020 à 2024; compilation du MAPAQ.

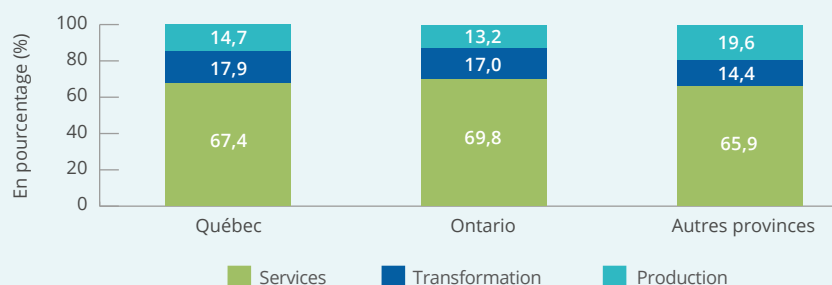
L'influence de la répartition des heures travaillées selon les secteurs sur la productivité

La productivité globale d'une industrie est également influencée par la part des heures travaillées dans chacun de ses secteurs : plus cette part est concentrée dans les secteurs les plus productifs, plus la productivité d'ensemble est élevée.

Dans l'industrie bioalimentaire, tant au Québec que dans les autres provinces, la majorité des heures travaillées proviennent du secteur des services, qui regroupe les services de restauration et les débits de boissons, les détaillants d'alimentation et les grossistes de produits agricoles et alimentaires, de boissons et de tabac. Des différences régionales sont néanmoins observables. Le Québec se distingue des autres provinces par une proportion plus élevée d'heures travaillées dans le secteur de la transformation, soit la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac, cette proportion représentant 17,9 %. À l'inverse, dans le secteur de la production, qui regroupe les cultures agricoles, l'élevage, la pêche et la chasse, une part plus importante des heures travaillées est concentrée dans les autres provinces canadiennes (19,6 %) comparativement au Québec et à l'Ontario (moins de 15,0 %).

8 L'année 2024 est la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.

FIGURE 2.6 | PART DES HEURES TRAVAILLÉES DANS LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, MOYENNES DE 2020 À 2024* (EN POURCENTAGE)

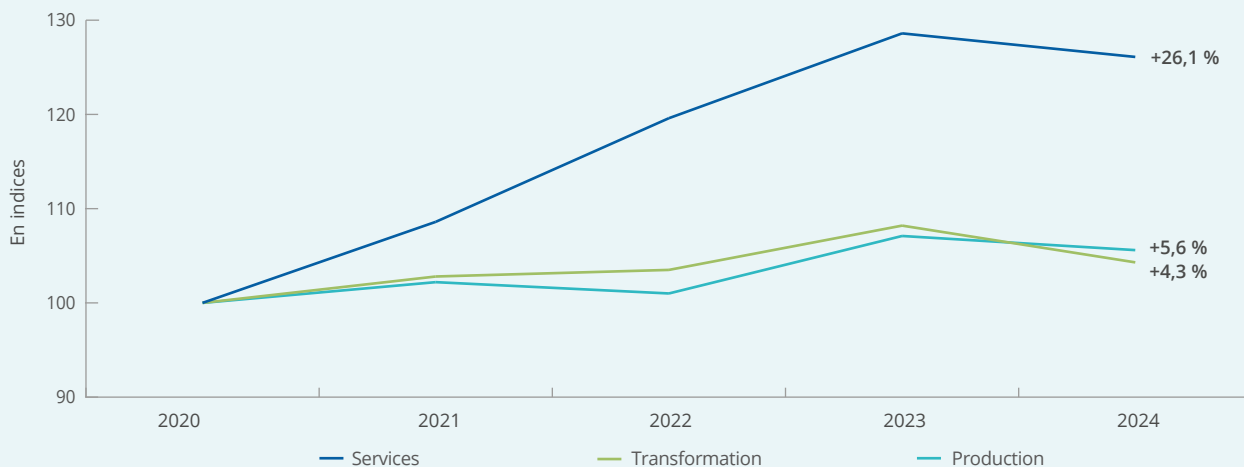


* Les estimations pour l'année 2024 sont préliminaires. Il s'agit de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Une hausse du nombre d'heures travaillées dans l'industrie bioalimentaire du Québec par rapport à 2020

Entre 2020 et 2024, l'industrie bioalimentaire a enregistré une croissance du nombre d'emplois qui s'est traduite par une hausse des heures travaillées dans la plupart de ses secteurs. En particulier, le secteur des services a enregistré la hausse la plus importante, avec un nombre d'heures 26,1 % plus élevé en 2024 qu'en 2020. Le nombre d'heures travaillées est toutefois demeuré inférieur à son niveau pré-pandémique. Dans les autres secteurs, cette augmentation s'est avérée beaucoup moins prononcée, se situant entre 4,3 % dans le secteur de la production et 5,6 % dans celui de la transformation.

FIGURE 2.7 | ÉVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES DANS LES DIFFÉRENTS SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2020 À 2024* (INDICE 2020 = 100)

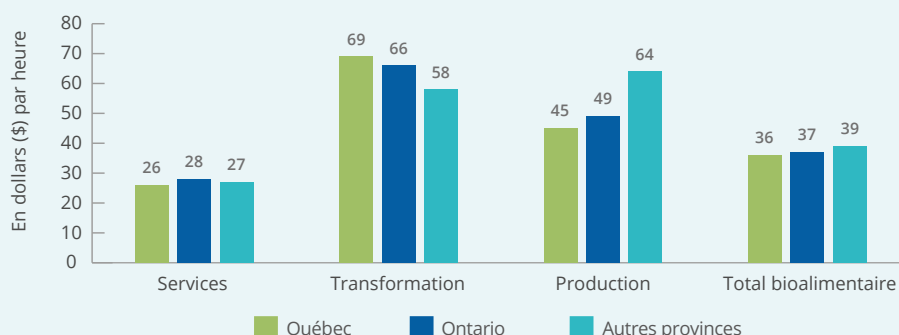


* Les estimations pour l'année 2024 sont préliminaires.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Une productivité du travail variable selon les secteurs de l'industrie bioalimentaire

Entre 2020 et 2024, la productivité horaire moyenne la plus élevée s'observait dans le secteur de la transformation alimentaire, où elle atteignait 69 \$/h au Québec. À l'opposé, le secteur des services affichait la productivité la plus faible, soit moins de 30 \$/h tant au Québec que dans les autres provinces canadiennes. En outre, de plus grands écarts de productivité étaient constatés dans le secteur de la production, soit de 45 \$/h au Québec à 64 \$/h dans les autres provinces. Cependant, dans l'ensemble de l'industrie bioalimentaire, ces écarts avec le Québec étaient nettement moins prononcés : d'environ 1 \$ de moins par heure travaillée par rapport à l'Ontario et de près de 3 \$ de moins comparativement aux autres provinces.

FIGURE 2.8 | PIB RÉEL PAR HEURE TRAVAILLÉE DANS LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, MOYENNES DE 2020 À 2024* (EN DOLLARS ENCHAÎNÉS DE 2017)



* Les données sont arrondies à l'unité. Les estimations pour l'année 2024 sont préliminaires.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation et estimation du MAPAQ.

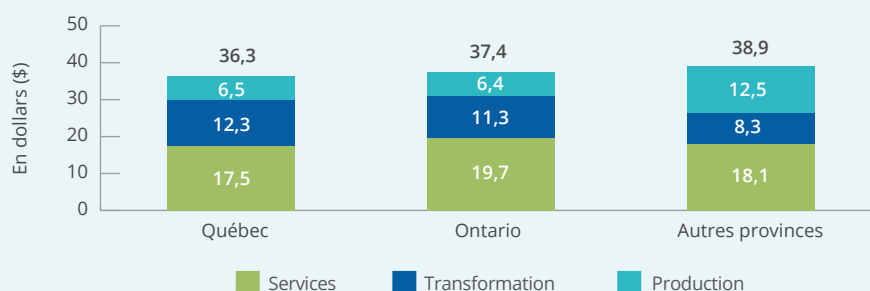
Le rôle déterminant du secteur des services dans la productivité globale de l'industrie bioalimentaire

La contribution de chaque secteur à la productivité totale de l'industrie bioalimentaire dépend de deux facteurs : son propre niveau de productivité et sa part des heures travaillées dans l'ensemble de l'industrie. En combinant ces deux variables, soit en multipliant la productivité du secteur par sa part des heures travaillées, on peut estimer sa contribution spécifique, en dollars par heure travaillée, à la productivité globale de l'industrie.

Dans toutes les régions du pays, le secteur des services est le principal contributeur à la productivité globale. Malgré des niveaux de productivité individuelle plus faibles que pour les autres secteurs (figure 2.8), son poids largement dominant en matière d'heures travaillées (figure 2.6) lui confère un rôle prépondérant. Sa contribution varie ainsi de 17,50 \$ au Québec à 19,70 \$ en Ontario par heure travaillée.

Le Québec se distingue par ailleurs par une contribution relativement élevée, estimée à 12,30 \$, de son secteur de la transformation alimentaire. À l'inverse, dans les autres provinces (sauf l'Ontario), la contribution la plus marquée provient du secteur de la production (12,50 \$). Cette situation s'explique par une part plus importante des heures travaillées dans ce secteur (19,6 %) ainsi que par un niveau de productivité plus élevé (64 \$/h) comparativement au Québec et à l'Ontario.

FIGURE 2.9 | CONTRIBUTION RELATIVE DES DIFFÉRENTS SECTEURS À LA PRODUCTIVITÉ DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, MOYENNES DE 2020 À 2024* (EN DOLLARS ENCHAÎNÉS DE 2017)



* Les données sont arrondies à une décimale près. Les estimations pour l'année 2024 sont préliminaires. Il s'agit de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation et estimation du MAPAQ.

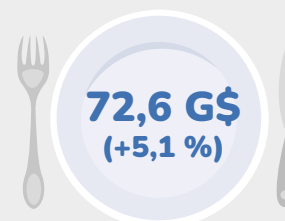
3 LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS AINSI QUE LES PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

FAITS SAILLANTS

- Les prix à la consommation des aliments et des boissons se sont rehaussés en 2025.
- La croissance de la valeur de la demande alimentaire intérieure a été stimulée par l'inflation alimentaire de même que la consommation des ménages et des touristes.
- Les ventes au détail ont progressé, surtout dans les circuits de commercialisation à bas prix.
- Les ventes des services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels publics et privés (HRI) ont augmenté à un rythme plus rapide que l'année précédente.



Population québécoise : 9,1 M (+0,7 %)



DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC

48,3 G\$
(+5,1 %)

Ventes dans le commerce de détail alimentaire et les circuits courts

13,9 G\$
(+6,7 %)

Ventes des magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Walmart, Costco) et les circuits courts

3,0 %

Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

3,5 M
(-2,4 %)

Nombre de touristes internationaux entrés au Québec

24,2 G\$
(+5,2 %)

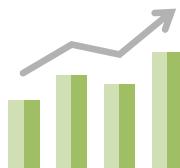
Ventes dans les services alimentaires (HRI)

19,5 G\$
(+5,1 %)

Ventes dans la restauration commerciale

3,1 %

Hausse des prix à la consommation des aliments et des boissons non alcoolisées



16,6 G\$ (+2,5 %)
PIB réel

du secteur tertiaire
(grossistes, détaillants et restauration)*

1,4 G\$ (+6,4 %)
Investissements
du secteur tertiaire**

234 592 (+0,2 %)
Emplois dans la restauration commerciale

364 641 (stable)
Emplois dans les magasins d'alimentation et la restauration commerciale

* Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

** Ce montant ne tient pas compte des investissements réalisés chez les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), dans les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel de même que dans les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).

3.1 LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE

Une demande alimentaire intérieure en hausse, portée par l'inflation, la consommation des ménages et celle des touristes

La demande alimentaire est estimée à partir des achats effectués par les consommateurs, qu'ils soient résidents ou non-résidents, dans les commerces de détail, les services alimentaires et les autres circuits de commercialisation alimentaire situés au Québec. En 2025, la valeur totale de ces achats était estimée à 72,6 G\$, ce qui représente une hausse de 5,1 % par rapport à 2024.

TABLEAU 3.1 | RÉPARTITION DE LA VALEUR ESTIMÉE DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS AU QUÉBEC, EN 2025

DEMANDE ALIMENTAIRE* : 72,6 G\$ (+5,1 %)			
Commerce de détail alimentaire et autres circuits** 48,3 G\$ (+5,1 %)		Services alimentaires (HRI) 24,2 G\$ (+5,2 %)	
Magasins d'alimentation 34,5 G\$ (+4,5 %)	Autres magasins et circuits de commercialisation 13,9 G\$ (+6,7 %)	Restauration commerciale 19,5 G\$ (+5,1 %)	Restauration non commerciale 4,7 G\$ (+5,6 %)

* Il s'agit d'une estimation de la valeur des ventes de produits alimentaires seulement.

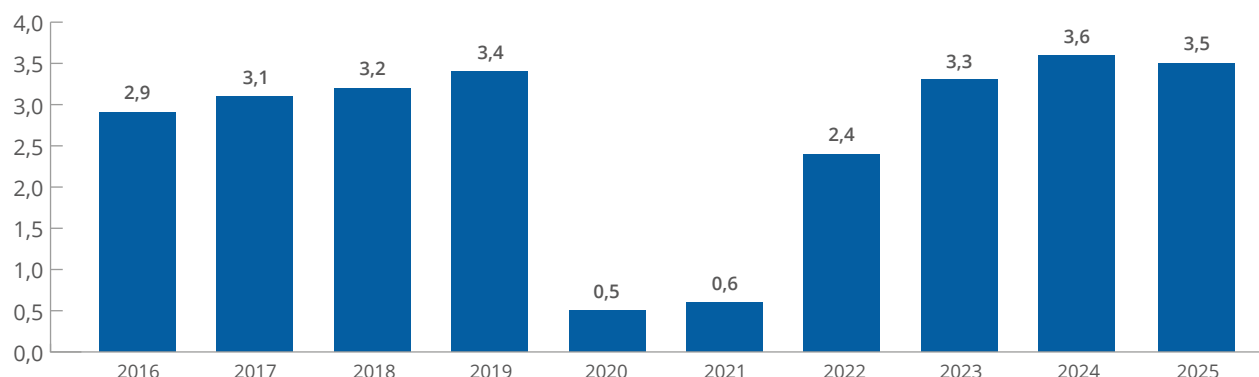
** Il s'agit d'une estimation qui comprend les ventes dans les magasins d'alimentation traditionnels (ex. : supermarchés), les autres magasins (ex. : Walmart, Costco, pharmacies) et les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics, ventes à la ferme).

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et estimation du MAPAQ.

Si la hausse des prix à la consommation des aliments et des boissons en 2025 a contribué à cette appréciation de la valeur, la croissance du volume des achats effectués par les consommateurs a également joué un rôle. Une fois l'effet de l'inflation soustrait, la demande alimentaire réelle affiche une progression annuelle de 2,1 % pour 2025, un taux comparable à celui observé l'année précédente. Plusieurs facteurs ont favorisé cette croissance de la demande. La population québécoise a crû de 0,7 %, tandis que la vigueur du marché du travail, la progression du salaire horaire moyen au-delà de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt ont renforcé le pouvoir d'achat des ménages. Par ailleurs, le contexte de tensions commerciales entre les États-Unis et le Canada a contribué à stimuler le tourisme intérieur et l'achat local, tout en favorisant la venue de visiteurs canadiens au Québec.

Enfin, le tourisme international a également soutenu la demande alimentaire. En 2025, le nombre de touristes étrangers a atteint 3,5 millions, dépassant de nouveau les niveaux observés avant la pandémie de COVID-19. Le tourisme demeure un levier important du dynamisme des ventes alimentaires, en particulier dans le secteur de la restauration.

FIGURE 3.1 | ENTRÉES À LA FRONTIÈRE DES TOURISTES INTERNATIONAUX AU QUÉBEC, DE 2016 À 2025 (EN MILLIONS DE PERSONNES)



Source : Statistique Canada, tableau 24-10-0055-01; compilation du MAPAQ.

3.2 LES PRIX À LA CONSOMMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS

Une accélération de l'inflation alimentaire

Au Québec, la croissance annuelle des prix des aliments et des boissons non alcoolisées s'est accélérée en 2025, atteignant 3,1 % contre 2,0 % en 2024. Cette hausse des prix est principalement attribuable au café et au thé (+19,7 %), à la viande de bœuf (+12,3 %), au sucre et aux sucreries, y compris le cacao (+10,9 %), aux fruits transformés (+6,0 %), aux œufs (+4,9 %) ainsi qu'à la viande de volaille (+3,8 %). Quant aux prix des boissons alcoolisées, ils ont augmenté de 3,0 %.

Les prix mondiaux ont une incidence sur le coût de l'alimentation ici, de la production à l'assiette. En 2025, les pressions inflationnistes exercées par les mauvaises conditions météorologiques dans certains pays producteurs de denrées agricoles (ex. : cacao, café, oranges), la faiblesse du huard face au dollar américain, les tarifs douaniers américains et les contre-tarifs canadiens, les faibles stocks de poulet (maladie de la grippe aviaire) et de bovins (coût de production élevé) au Canada et aux États-Unis, etc., ont poussé vers le haut les coûts de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

De 2024 à 2025, la croissance des prix s'est accélérée en magasin, tandis qu'elle a ralenti au restaurant. Le coût du panier d'épicerie s'est relevé de 3,3 % en ce qui concerne les aliments et les boissons non alcoolisées et de 3,0 % pour les boissons alcoolisées. Au restaurant, les consommateurs ont payé 2,7 % de plus pour les aliments et les boissons non alcoolisées, alors que les boissons alcoolisées ont coûté 3,0 % de plus. Les prix alimentaires sont restés à la fois élevés et en hausse, leur croissance s'accroissant au point d'afficher un taux supérieur à l'inflation globale (+2,4 %).

La poussée inflationniste, amorcée en 2021, a modifié durablement les habitudes d'achat des consommateurs. Depuis 2023, ceux-ci se tournent davantage vers les commerces à bas prix pour leurs achats d'épicerie et privilégient les restaurants à service restreint au détriment de ceux à service complet (en salle à manger).

Malgré tout, l'augmentation annuelle des prix des aliments et des boissons non alcoolisées dans le panier d'épicerie au Québec a été inférieure à celle de la moyenne canadienne (+3,5 %) en 2025. En revanche, dans la restauration, elle a été comparable (+2,6 %).

Enfin, soulignons que, parmi les principaux postes de dépenses des Québécois en 2025, le coût du logement a enregistré la plus forte augmentation (+5,2 %), suivi de celui des aliments.

TABLEAU 3.2 | VARIATION DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC D'UNE ANNÉE À L'AUTRE, EN 2024 ET EN 2025 (EN POURCENTAGE)

PRODUITS ET GROUPES DE PRODUITS	2024	2025
INFLATION (ensemble des biens et des services)	2,3	2,4
Aliments (restaurants et magasins)	2,0	3,1
Aliments achetés à l'épicerie	1,5	3,3
Café et thé	2,3	19,7
Sucre et confiseries (y compris le cacao)	-2,0	10,9
Viandes	2,3	5,8
Bœuf	6,2	12,3
Volaille	3,0	3,8
Porc	-0,7	1,6
Œufs	5,8	4,9
Produits laitiers	1,4	2,6
Fruits frais et transformés	0,3	2,1
Boissons non alcoolisées	4,0	1,6
Produits de boulangerie et céréaliers	-0,8	1,4
Poissons et produits de la mer	-1,2	1,4
Légumes frais et transformés	3,2	-1,2
Graisses et huiles comestibles	10,2	-7,3
Aliments achetés au restaurant	3,1	2,7
Boissons alcoolisées (restaurants et magasins)	3,1	3,0

Il s'agit de la croissance entre la moyenne des indices mensuels d'une année et la moyenne de ceux de l'année précédente.

Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0005-01; compilation du MAPAQ.

3.3 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

Des ventes en hausse, portées par les enseignes à bas prix et les grandes surfaces

En 2025, les ventes de produits alimentaires dans le commerce de détail⁹ au Québec étaient estimées à 48,3 G\$. Il s'agit d'une augmentation de 5,1 % par rapport à 2024. La majoration des prix alimentaires en épicerie a contribué à la valeur des ventes. Sans l'effet de l'inflation, les ventes réelles ont progressé de 1,9 %.

Les détaillants d'alimentation traditionnels (ex. : Metro, IGA, Maxi, boucheries, dépanneurs sans essence, Société des alcools du Québec) ont enregistré des ventes de produits alimentaires de 34,5 G\$, ce qui représente une hausse de 4,5 % (+1,5 G\$) par rapport à 2024. La croissance des ventes s'est avérée plus forte chez les autres commerçants du secteur, à savoir les magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Walmart, Costco, Tigre Géant) et les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics, ventes à la ferme). Elle a été de 6,7 % (+0,9 G\$), les ventes ayant atteint 13,9 G\$.

Sans l'effet des prix, les ventes réelles de produits alimentaires ont progressé de 1,3 % chez les détaillants d'alimentation traditionnels ainsi que de 3,4 % dans les autres magasins et circuits de commercialisation.

TABLEAU 3.3 | ESTIMATION DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES RÉALISÉES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, EN 2024 ET EN 2025 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

TYPES DE MAGASINS	2024	2025	VARIATION 2025/2024	VARIATION RÉELLE 2025/2024
Commerce de détail alimentaire	46,0	48,3	5,1 %	1,9 %
Détaillants d'alimentation traditionnels (supermarchés, épicerie, dépanneurs sans essence, magasins spécialisés [ex. : boucheries, Société des alcools du Québec])	33,0	34,5	4,5 %	1,3 %
Autres magasins et circuits de commercialisation (ex. : Walmart, Costco, Dollarama, Tigre Géant, marchés publics, ventes à la ferme)	13,0	13,9	6,7 %	3,4 %

La variation réelle est la variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Les données du tableau font référence uniquement aux produits alimentaires. Elles excluent les produits de santé et de beauté, les produits hygiéniques, le tabac et les aliments pour animaux de compagnie.

Sources : Statistique Canada et estimation du MAPAQ.

La dynamique des réseaux a évolué sous l'effet des pressions inflationnistes des dernières années. Les consommateurs québécois ont cherché à économiser en visitant davantage que par le passé les magasins à bas prix pour leur épicerie. De plus, la nouvelle administration américaine et sa guerre tarifaire avec le Canada ont contribué à favoriser l'achat local au Québec.

3.4 LES SERVICES ALIMENTAIRES DU RÉSEAU HRI

Une croissance des ventes soutenue, à un rythme plus rapide qu'en 2024

De 2024 à 2025, la valeur estimée des ventes pour l'ensemble des services alimentaires du réseau de l'hôtellerie, de la restauration et des établissements institutionnels publics et privés (HRI) s'est appréciée de 5,2 % pour atteindre 24,2 G\$. Sans l'effet des prix, les ventes réelles ont augmenté de 2,5 % par rapport à 2024. La bonne tenue du marché du travail, une hausse du salaire horaire moyen supérieure à l'inflation, des taux d'intérêt baissiers et l'affluence de touristes ont contribué à ce résultat positif. De plus, les restaurateurs se sont évertués à contenir l'inflation des menus offerts en 2025 (tableau 3.2, présenté précédemment) pour attirer les consommateurs qui avaient été moins présents en 2024.

⁹ Les ventes alimentaires dans les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics, ventes à la ferme) sont incluses dans ce segment de la demande alimentaire.

La restauration commerciale¹⁰, qui compte pour environ 80 % du chiffre d'affaires du réseau HRI alimentaire, a généré des ventes de 19,5 G\$ en 2025, ce qui correspond à une hausse de 5,1 % comparativement à l'année 2024. Dans la restauration non commerciale, qui représente les 20 % restants, les ventes se sont accrues de 5,6 %, par rapport à 2024, pour atteindre 4,7 G\$. Notons que ce type de restauration, où la préparation et le service d'aliments et de boissons tiennent lieu d'activité complémentaire (ex. : services alimentaires dans les hôpitaux, les écoles ou les prisons), est moins affecté par les soubresauts économiques en général.

TABEAU 3.4 | ESTIMATION DES VENTES DANS LES SERVICES ALIMENTAIRES DU RÉSEAU HRI AU QUÉBEC SELON LES TYPES D'ÉTABLISSEMENTS, EN 2024 ET EN 2025 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

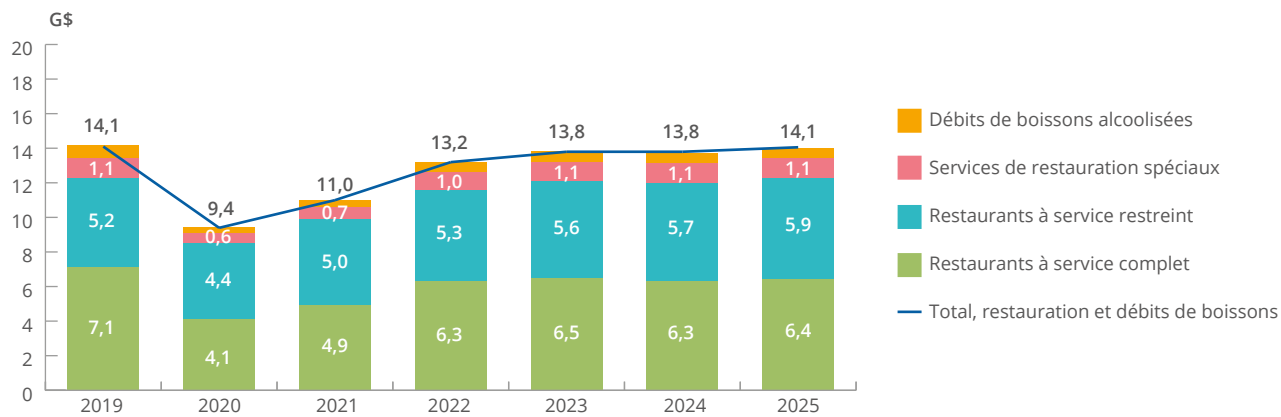
TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2024	2025	VARIATION 2025/2024	VARIATION RÉELLE 2025/2024
Total, services alimentaires du réseau HRI	23,0	24,2	5,2 %	2,5 %
Restauration commerciale	18,6	19,5	5,1 %	2,4 %
Restaurants à service complet (service aux tables)	8,5	8,9	5,1 %	2,4 %
Restaurants à service restreint (restauration rapide)	7,8	8,3	6,3 %	3,6 %
Services de restauration spéciaux (ex. : traiteur)	1,5	1,6	2,6 %	stable
Débits de boissons alcoolisées (ex. : bar)	0,7	0,7	-2,2 %	-5,0 %
Restauration non commerciale	4,4	4,7	5,6 %	3,0 %

La variation réelle est la variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.
 Les services de restauration spéciaux regroupent les services de restauration institutionnels contractuels, les traiteurs, les cantines et les comptoirs mobiles.
 Sources : Statistique Canada, tableau 21-10-0019-01, Restaurants Canada et estimation du MAPAQ.

Une reprise inégale selon les sous-secteurs de la restauration commerciale

En 2025, deux des sous-secteurs de la restauration commerciale n'ont toujours pas retrouvé ou dépassé leur volume des ventes prépandémique. Il s'agit des débits de boissons et des restaurants à service complet (figure suivante). Ce dernier sous-secteur a néanmoins affiché une croissance en 2025 par rapport à 2024, profitant notamment de « l'effet du guide Michelin ». Il a ainsi bénéficié de la reconnaissance par ce guide de restaurants étoilés sur la scène gastronomique québécoise. Quant aux débits de boissons, le nombre d'établissements diminue de 4 % en moyenne par année depuis 10 ans, ce qui influence le volume des ventes.

FIGURE 3.2 | ÉVOLUTION DES VENTES RÉELLES DES SOUS-SECTEURS DE LA RESTAURATION COMMERCIALE AU QUÉBEC, DE 2019 À 2025 (EN MILLIARDS DE DOLLARS DE 2017)



Sources : Statistique Canada, tableaux 21-10-0019-01 et 18-10-0005-01; compilation et estimation du MAPAQ.

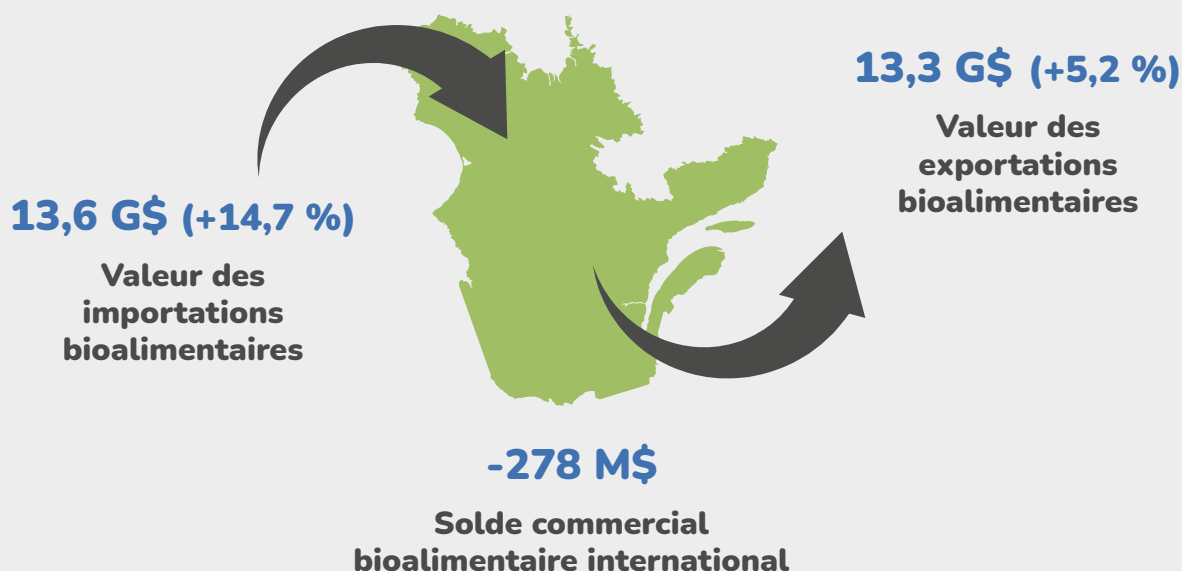
10 Dans la restauration commerciale, la vente de nourriture ou de boissons représente l'activité principale des établissements (au moins 50 % de leur chiffre d'affaires).

Depuis la crise sanitaire, la restauration à service restreint est la plus résiliente des sous-secteurs de la restauration commerciale. Deux facteurs structurels expliquent cet avantage : d'une part, la pandémie a moins durement touché ce segment que les restaurants à service complet (en salle à manger); d'autre part, la hausse du coût de la vie, qui pèse sur le budget des consommateurs, favorise davantage la restauration rapide. En conséquence, la part de marché des restaurants à service restreint dans l'ensemble de la restauration commerciale tend à s'accroître depuis la crise sanitaire, se rapprochant progressivement de celle des restaurants à service complet. Au Québec, contrairement à la moyenne canadienne, les restaurants à service complet ont toujours généré la plus grande part des ventes de la restauration commerciale, à l'exception des années 2020 et 2021 en raison de la pandémie.

4 L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

FAITS SAILLANTS

- La valeur des exportations de l'industrie bioalimentaire du Québec a poursuivi sa croissance malgré les incertitudes dans ses relations avec son principal partenaire.
- Le marché américain demeure le moteur de cette croissance.
- Le Québec a enregistré des gains sur les marchés de l'Union européenne, de la Chine et du Japon pour les produits bioalimentaires.
- Une légère balance commerciale négative est observée en raison de l'augmentation de la valeur des importations de matières premières, qui a permis de combler la demande du secteur de la transformation alimentaire.



Union Européenne (27 %)

Premier marché d'importation pour le Québec

Préparations de cacao (19 %)
Fruits, légumes et leurs préparations (16 %)
Boissons (15 %)

Principales importations bioalimentaires

71 %

Part des États-Unis dans les exportations bioalimentaires du Québec

Préparations de cacao (18 %), viande porcine (14 %)

Principales exportations bioalimentaires

78 %

Part des produits agricoles transformés dans les exportations bioalimentaires internationales du Québec

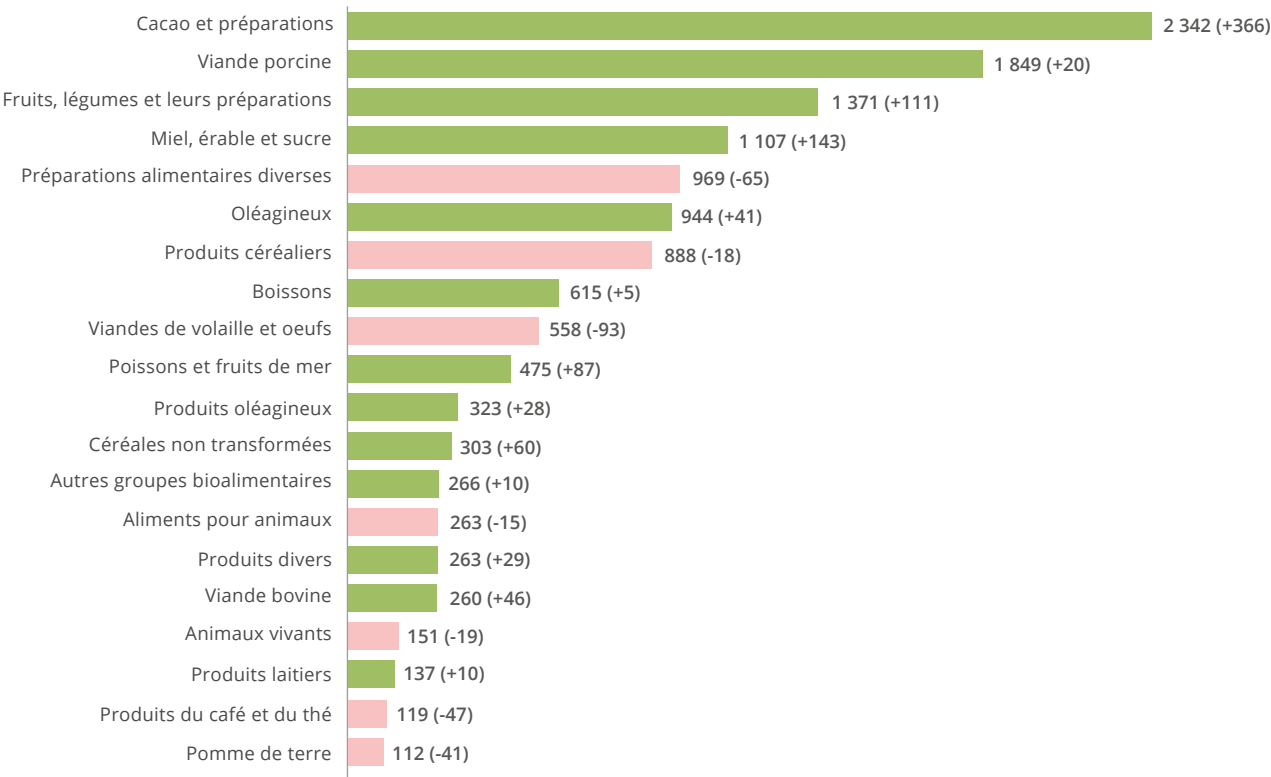
Le maintien de la croissance des exportations bioalimentaires internationales du Québec malgré les turbulences dans les relations commerciales

En 2025, les exportations bioalimentaires internationales du Québec ont continué leur progression pour atteindre un autre sommet de 13,3 G\$. Cela représente une croissance de 5,2 % par rapport à l'année précédente. À titre comparatif, notons que cette croissance est plus élevée que celle des exportations bioalimentaires de l'Ontario (+3,3 %) et la moyenne canadienne (+0,7 %). Il y a lieu de souligner que cette performance a été obtenue dans un contexte de guerre tarifaire (tarifs et contre-tarifs) entre le Canada et les États-Unis.

Plusieurs groupes de produits bioalimentaires ont contribué activement à la performance des exportations du secteur sur les marchés internationaux. Il s'agit principalement des préparations de cacao (+19 % ou +366 M\$), des produits de l'érable (+17 % ou +119 M\$) ainsi que des poissons et des fruits de mer (+22 % ou +87 M\$). Notons particulièrement que la forte augmentation de la valeur des exportations de préparations de cacao place ce groupe de produits au rang de principal produit d'exportation du Québec, devant la viande porcine (+1 % ou +20 M\$), dont la valeur des exportations est restée plus ou moins stable en 2025.

Par ailleurs, certains groupes de produits ont enregistré une baisse de leurs exportations sur les marchés internationaux en 2025, notamment la viande de volaille et les œufs (-14 % ou -93 M\$), les produits du café et du thé (-28 % ou -47 M\$) de même que les pommes de terre (-27 % ou -41 M\$). Les exportations de ces groupes de produits sont destinées au marché américain dans une proportion de plus de 90 %.

FIGURE 4.1 | PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC SELON LA VALEUR EN 2025 ET LA VARIATION PAR RAPPORT À 2024 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

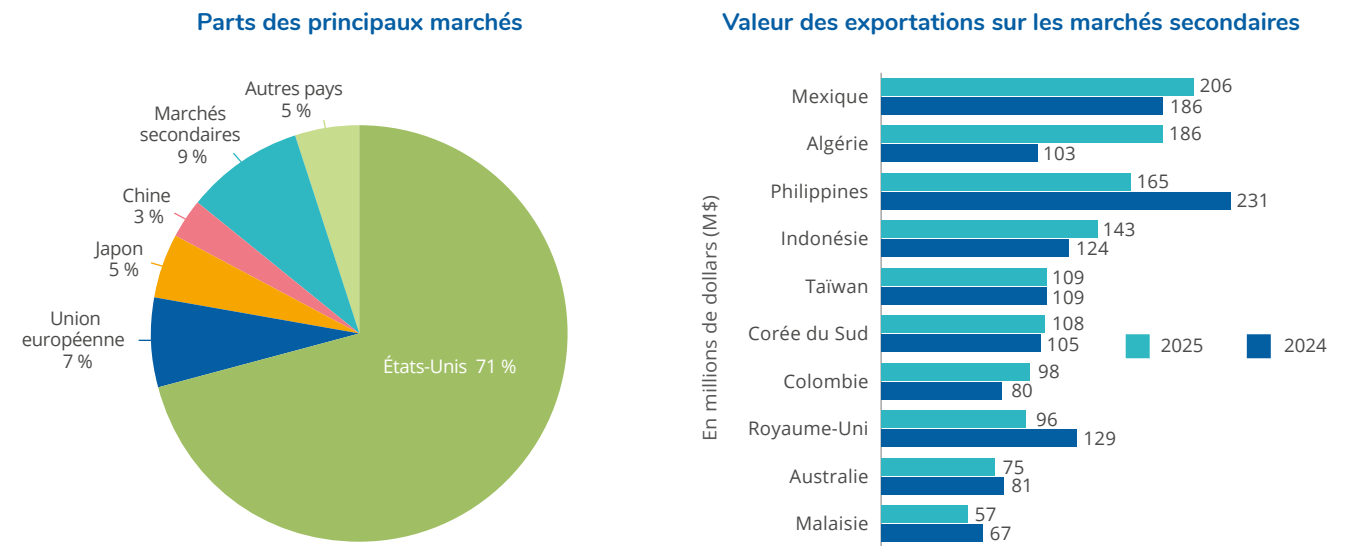
Les États-Unis, principale destination et moteur de la croissance

Malgré les incertitudes qui ont marqué les relations commerciales avec les États-Unis, la valeur des exportations bioalimentaires du Québec vers cette destination a progressé de 4 % (+373 M\$) en 2025 par rapport à 2024. Ainsi, les États-Unis demeurent la principale destination avec une part de 71 % de la valeur des exportations internationales de produits bioalimentaires. Le Québec y a particulièrement enregistré une hausse de ses exportations de préparations de cacao (+19 % ou +369 M\$), de poissons et de fruits de mer (+27 % ou +94 M\$) ainsi que de produits de l'érable (+17 % ou +79 M\$).

Les produits bioalimentaires du Québec ont également renforcé leur présence sur d'autres principaux marchés d'exportation comme l'Union européenne (+24 % ou +175 M\$) et la Chine (+30 % ou +99 M\$). De la même façon, l'augmentation de la demande japonaise pour la viande porcine (+22 % ou +78 M\$) a fait progresser, encore en 2025, les exportations bioalimentaires du Québec vers le Japon (+17 % ou +95 M\$).

Contrairement aux deux années précédentes, le groupe de partenaires secondaires constitués principalement de pays de l'Indo-Pacifique a moins contribué à la croissance en 2025 (+2 % ou +29 M\$). Les produits bioalimentaires du Québec exportés vers ce groupe de 10 pays partenaires (1,2 G\$) sont composés principalement de la viande porcine (49 %), des fèves de soja (29 %) et des produits de l'érable (7 %).

FIGURE 4.2 | PARTS (%) DES DIFFÉRENTES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES ET VALEUR DES VENTES DANS LES MARCHÉS SECONDAIRES DU QUÉBEC, EN 2025



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Une forte hausse des importations bioalimentaires, tirée par la demande d'intrants importés

En 2025, la valeur des importations bioalimentaires du Québec en provenance des marchés internationaux était évaluée à 13,6 G\$, ce qui représente une hausse significative de 14,7 % (+1,74 G\$) par rapport à l'année précédente. Les principaux produits importés par le Québec étaient :

- le cacao et ses préparations (2,63 G\$, soit 19 %);
- les fruits, les légumes et leurs préparations (2,23 G\$, soit 16 %);
- les boissons (2,05 G\$, soit 15 %);
- les produits du café et du thé (1,32 G\$, soit 10 %).

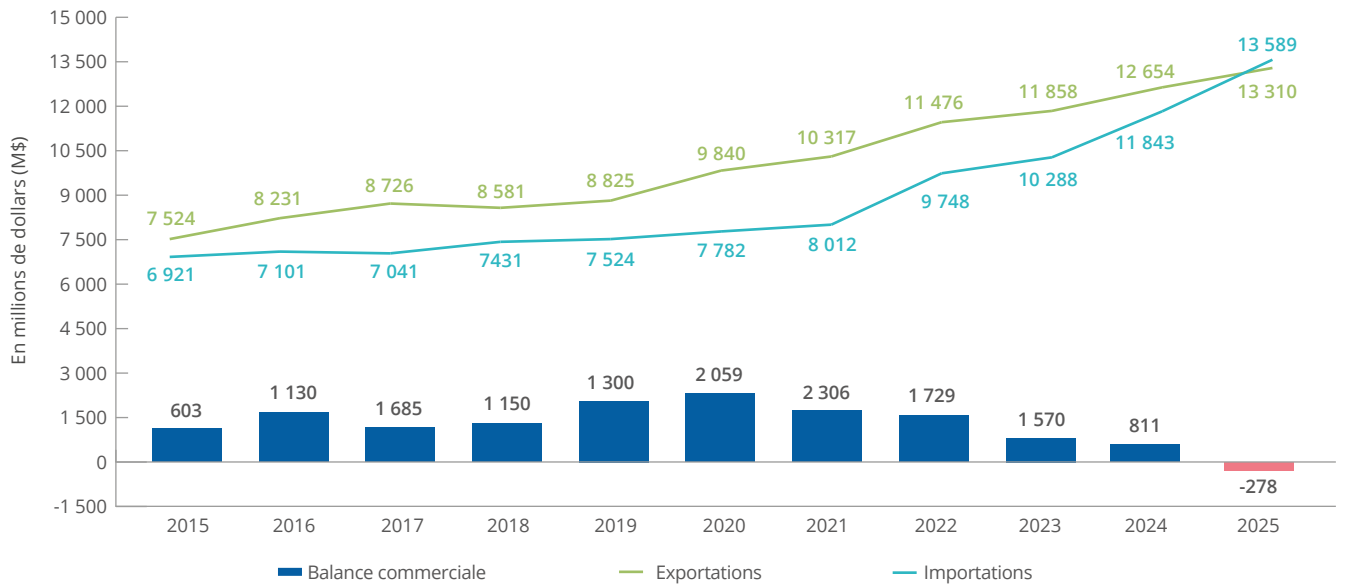
Les produits du cacao ont gagné en importance en devenant le principal groupe de produits d'importation du Québec, devant le groupe des boissons (alcoolisées et non alcoolisées), dont les importations ont baissé, surtout celles en provenance des États-Unis. Certes, la valeur des importations de préparations de cacao (+57 % ou +958 M\$) a particulièrement augmenté en raison notamment de l'envolée des prix sur le marché mondial. C'est le cas également des produits du café et du thé (+ 49 % ou +436 M\$). Quant aux boissons, le résultat s'explique en partie par le retrait des bouteilles américaines des tablettes de la Société des alcools du Québec comme contre-mesure des menaces tarifaires américaines, réduisant ainsi les importations de vins et de spiritueux des États-Unis.

L'Union européenne (+14 % ou +451 M\$) et les États-Unis (-7 % ou -154 M\$) demeurent les plus importants fournisseurs du Québec en produits bioalimentaires. Ces deux partenaires ont conservé des parts respectives de 27 % et de 19 % de la valeur totale des importations bioalimentaires québécoises en 2025. Les importations de préparations de cacao et de produits du café et du thé, principalement celles de fèves de cacao et de café non torréfié, sont venues principalement de la Côte d'Ivoire et de la Colombie.

Une légère balance commerciale bioalimentaire négative, une première depuis plus d'une décennie

En 2025, l'industrie bioalimentaire a enregistré un léger déficit commercial de 278 M\$ pour la première fois depuis plus de 10 ans. En fait, l'écart entre la valeur des importations bioalimentaires et celle des exportations bioalimentaires s'est progressivement réduit depuis 2022. En 2025, la valeur des importations a été plus élevée que celle des exportations en raison de la demande de l'industrie de la transformation alimentaire québécoise pour certaines matières premières, notamment les fèves de cacao et le café non torréfié. Les cours mondiaux de ces deux produits de base ont explosé, en raison notamment des conditions météorologiques défavorables dans les régions productrices et de la baisse de l'offre mondiale consécutive. Soulignons qu'il n'existe pas de production pour ces produits au Québec en raison du climat.

FIGURE 4.3 | ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE, DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC, DE 2015 À 2025



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

5 LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

FAITS SAILLANTS

- La valeur estimée des livraisons manufacturières de la transformation alimentaire du Québec a enregistré, en 2025, une légère augmentation de 0,7 % par rapport à 2024. Elle est d'ailleurs relativement similaire à celle observée en 2023 et en 2024.
- La croissance estimée pour l'année 2025 est le résultat de l'augmentation des livraisons manufacturières dans le secteur de la fabrication d'aliments, combinée à leur diminution dans celui de la fabrication de boissons et de produits du tabac.
- La majorité des sous-secteurs de la fabrication d'aliments ont connu une croissance de leurs livraisons. C'est particulièrement le cas pour le conditionnement et la préparation de poissons et de fruits de mer. Cependant, le sous-secteur de la fabrication de produits laitiers affiche un recul de ses livraisons.
- En 2025, les prix de vente des fabricants ont stimulé la valeur des livraisons manufacturières de la transformation alimentaire.



39,9 G\$ (+0,7 %)
Livraisons manufacturières (ventes)



75 032 (+0,3 %)
Emplois



862 M\$ (-16,7 %)
Investissements



3 219
Nombre d'établissements



9,5 G\$ (-3,9 %)
**PIB réel de la
transformation alimentaire**



+5,3 %
Croissance des prix des aliments
vendus par les fabricants au Canada

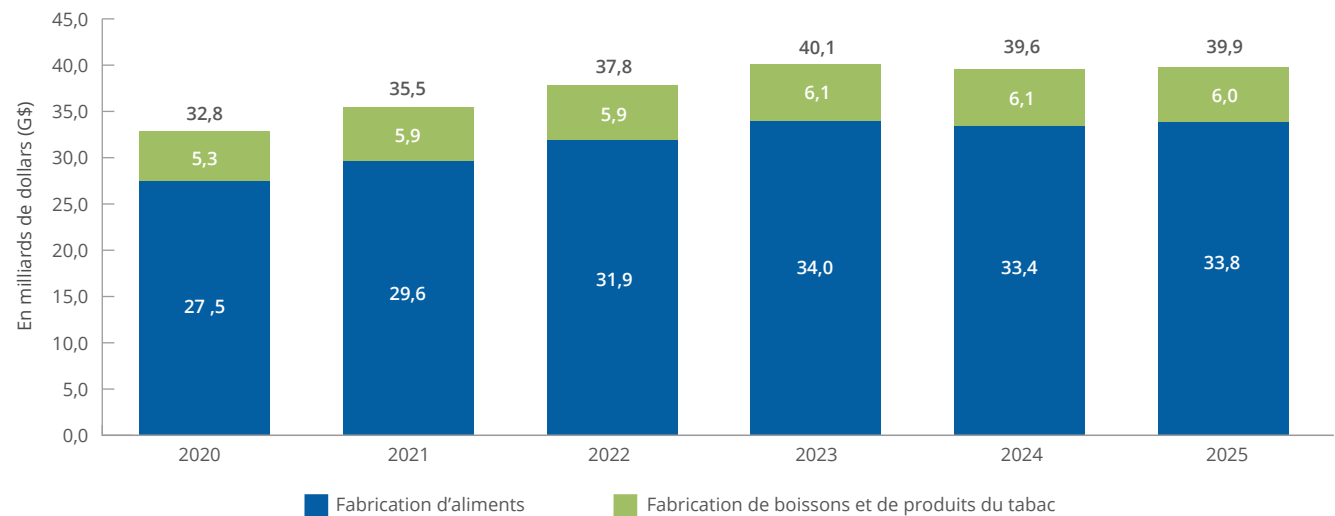
+3,3 %
Croissance des prix des boissons
vendues par les fabricants au Canada

Une stagnation de la valeur des livraisons manufacturières de la transformation alimentaire au Québec depuis 2023

En 2025, la valeur des livraisons manufacturières était estimée à 39,9 G\$, ce qui représente une légère augmentation de 0,7 % par rapport à 2024. Cette quasi-stabilité, observée depuis 2023, résulte d'une croissance de 1,2 % pour la fabrication d'aliments, contrebalancée par un recul de 1,8 % pour la fabrication de boissons et de produits du tabac.

L'évolution des sous-secteurs de la fabrication d'aliments a été contrastée en 2025. La progression enregistrée dans la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer ainsi que dans la fabrication de sucre et de confiseries, notamment de produits du cacao, s'explique en partie par la hausse des prix dans ces sous-secteurs. Dans le cas des aliments pour animaux, la croissance semble davantage attribuable à une augmentation des volumes commercialisés. À l'inverse, le recul observé dans la fabrication de produits laitiers et la fabrication d'autres aliments pourrait résulter, en partie, d'une diminution des volumes de production.

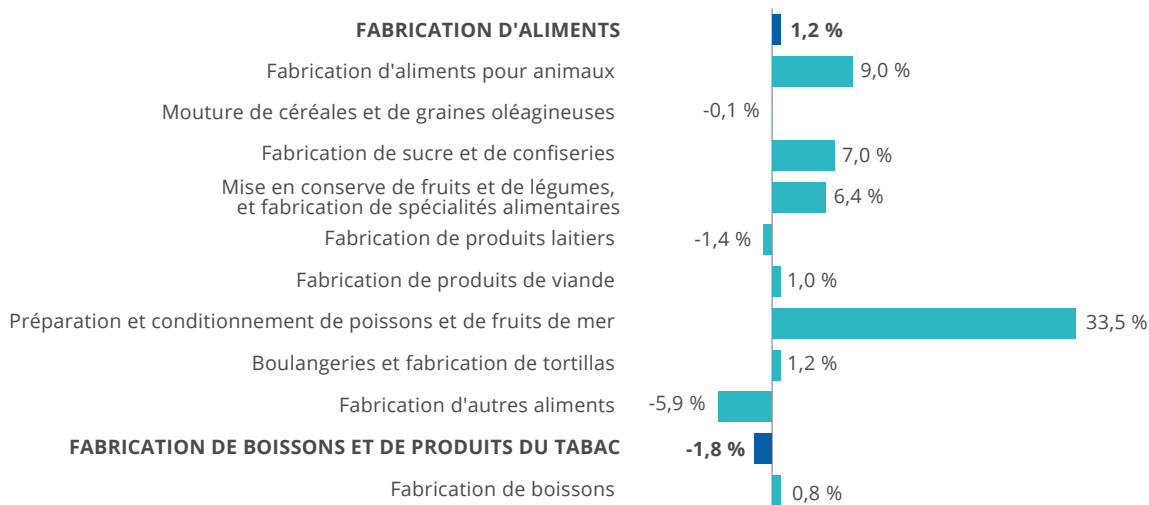
FIGURE 5.1 | VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, DE 2020 À 2025* (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



* Les estimations pour l'année 2025 sont préliminaires.
Sources : Statistique Canada, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0117-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Selon les estimations de 2025, les sous-secteurs ayant enregistré les plus fortes croissances sont la préparation et le conditionnement de poissons et de fruits de mer (+33,5 %), la fabrication d'aliments pour animaux (+9,0 %) ainsi que la fabrication de sucre et de confiseries (+7,0 %). À l'inverse, certains sous-secteurs affichent des variations négatives, notamment la fabrication de produits laitiers (-1,4 %) et la fabrication d'autres aliments (-5,9 %).

FIGURE 5.2 | VARIATION ANNUELLE DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, DE 2024 À 2025* (EN POURCENTAGE)



* Les estimations pour l'année 2025 sont préliminaires.

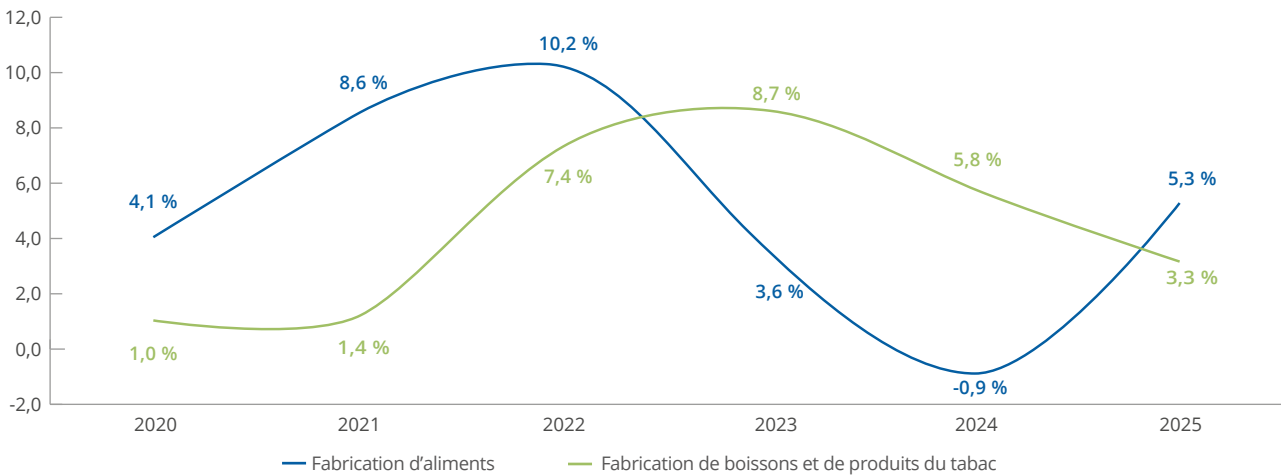
Sources : Statistique Canada, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0117-01; compilation et estimation du MAPAQ.

Une reprise marquée des prix des produits industriels en 2025

Selon l'indice des prix des produits industriels (IPPI) au Canada, les prix de vente des fabricants d'aliments ont fortement progressé en 2025, affichant une hausse annuelle de 5,3 %, après un recul de 0,9 % en 2024. En ce qui concerne la fabrication de boissons et de produits du tabac, la croissance annuelle des prix a ralenti pour une deuxième année consécutive et s'est établie à 3,3 % en 2025.

Cette hausse des prix, supérieure à la croissance de la valeur des livraisons manufacturières, laisse supposer que le volume réel des ventes de la transformation alimentaire a été négatif en 2025.

FIGURE 5.3 | VARIATION ANNUELLE DE L'INDICE DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS AU CANADA, DE 2020 À 2025 (EN POURCENTAGE)



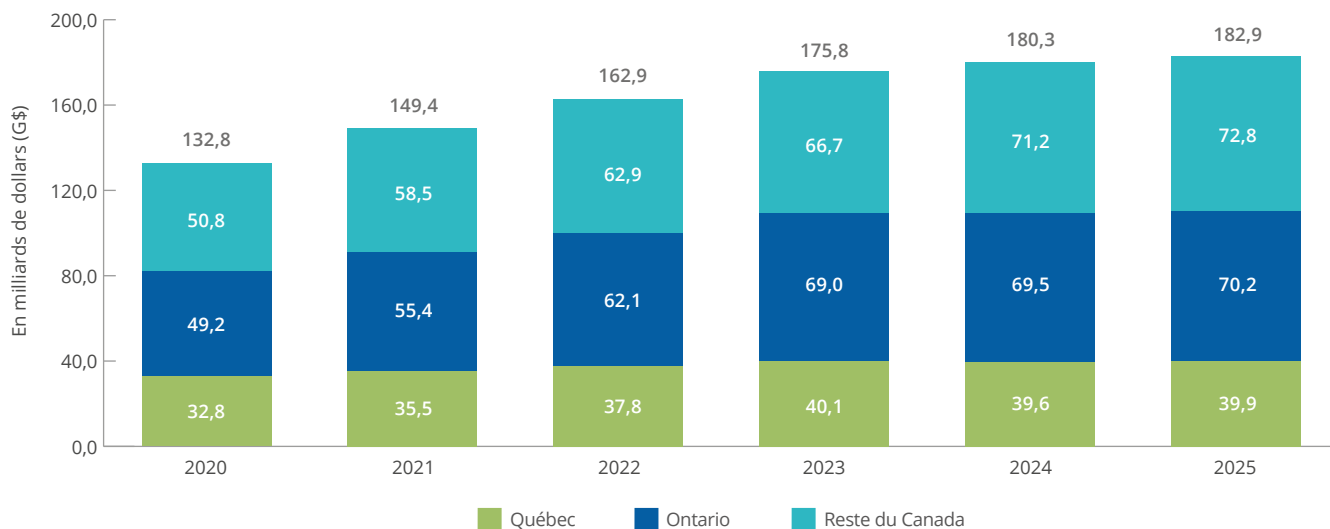
Il s'agit de la croissance entre la moyenne des indices mensuels d'une année et la moyenne de ceux de l'année précédente.

Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0267-01; compilation du MAPAQ.

Un ralentissement de la croissance des livraisons manufacturières au Canada en 2025

Selon les estimations de 2025, la valeur des livraisons totales canadiennes de la transformation alimentaire a atteint près de 183 G\$. La progression annuelle s'est poursuivie, mais à un rythme décroissant au Canada, passant de 8,0 % en 2023 à 2,5 % en 2024 et à 1,5 % en 2025.

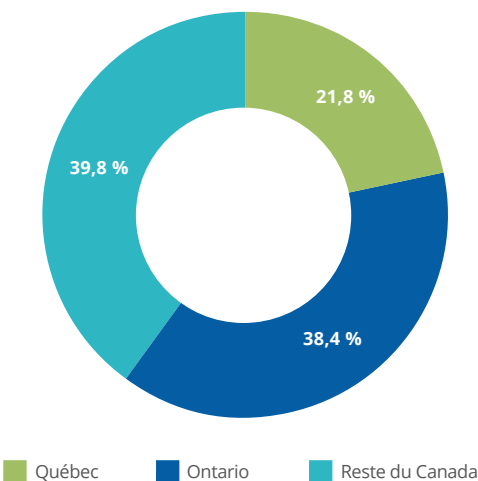
FIGURE 5.4 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU CANADA ET RÉPARTITION PAR PROVINCE, DE 2020 À 2025* (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



* Les estimations pour l'année 2025 sont préliminaires.
Sources : Statistique Canada, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0117-01; compilation et estimation du MAPAQ.

La croissance a été plus soutenue dans le reste du Canada (+2,2 %) qu'en Ontario (+1,1 %) et au Québec (+0,7 %) en 2025. Cette différence a entraîné une légère perte pour la part de marché du Québec dans les livraisons canadiennes de la transformation alimentaire, cette part étant passée de 24,7 % en 2020 à 21,8 % en 2025.

FIGURE 5.5 | PARTS DES DIFFÉRENTES PROVINCES DANS LES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU CANADA, EN 2025* (EN POURCENTAGE)



*Les estimations pour l'année 2025 sont préliminaires.
Source : Statistique Canada, tableaux 16-10-0048-01 et 16-10-0117-01; compilation et estimation du MAPAQ.

SUCRE : UNE BAISSÉ MARQUÉE DES PRIX MONDIAUX

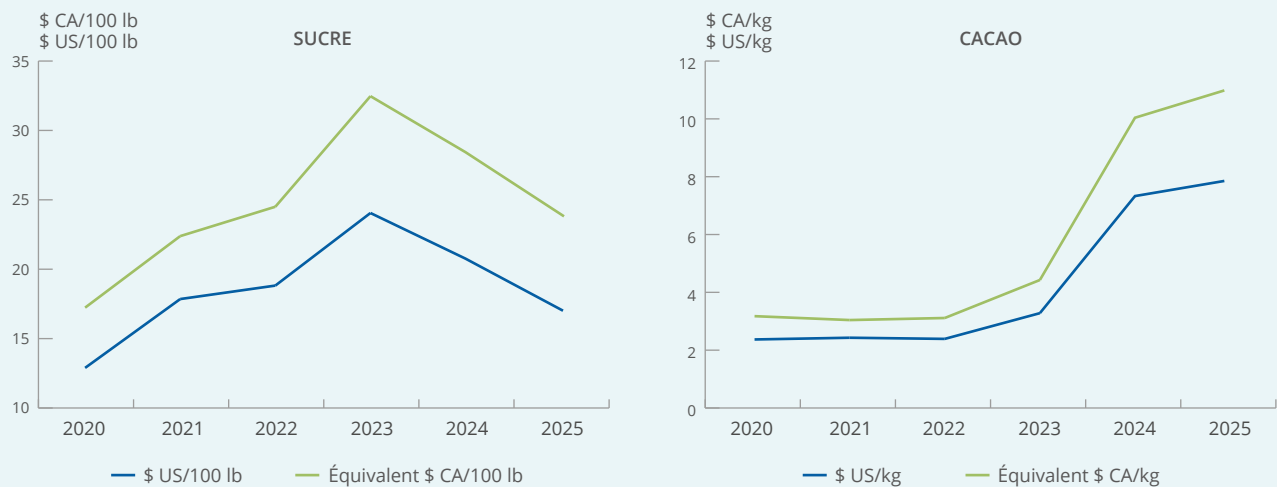
Le sucre constitue l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec et un intrant essentiel pour de nombreuses entreprises de transformation, notamment dans la filière du cacao, la première catégorie de produits exportés par le Québec en 2025. Les prix mondiaux du sucre ont poursuivi leur repli, s'établissant en moyenne à moins de 17 \$ US/100 lb, une baisse de 18 % par rapport à 2024. Exprimé en dollars canadiens, ce prix est passé sous la barre des 24 \$ CA/100 lb, un niveau inégalé depuis quatre ans qui représente une diminution de 17 %.

Ce recul s'explique par une récolte abondante favorisée par des conditions météorologiques clémentes au Brésil, le principal pays producteur et exportateur de sucre brut, ainsi qu'en Inde, qui occupe le deuxième rang mondial. En Inde, l'accroissement des superficies cultivées a permis une augmentation de la production de plus de 25 % comparativement à 2024.

CACAO : UNE CROISSANCE DES PRIX NETTEMENT RALENTIE APRÈS LA FLAMBÉE DE 2024

Après la forte hausse enregistrée l'année précédente, le prix mondial du cacao s'est établi à 7,80 \$ US/kg en 2025 contre 7,33 \$ US/kg en 2024. Pour les importateurs québécois, ce prix exprimé en dollars canadiens n'a progressé que de 9 % en 2025 comparativement à une augmentation de 127 % en 2024. Ce net ralentissement s'explique par une production revenue dans les normales historiques, soutenue par des conditions météorologiques favorables en Côte d'Ivoire et au Ghana – les deux principaux producteurs mondiaux – qui ont permis une croissance d'au moins 10 % des volumes récoltés lors de la campagne 2025-2026.

FIGURE 5.6 | ÉVOLUTION DES PRIX MONDIAUX DU SUCRE ET DU CACAO EN DOLLARS CANADIENS ET EN DOLLARS AMÉRICAINS PAR 100 LIVRES DE SUCRE ET PAR KILOGRAMME DE CACAO, DE 2020 À 2025



Sources : New York Intercontinental Exchange, USDA, Banque mondiale et Banque du Canada; compilation du MAPAQ.

UNE HAUSSE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LA PLUPART DES SOUS-SECTEURS DE LA FABRICATION D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC

De 2020 à 2024, la productivité du travail dans la fabrication d'aliments a progressé en moyenne de 1,8 % par année au Québec. La croissance a toutefois varié selon les sous-secteurs, oscillant entre -1,9 % par année pour les boulangeries et la fabrication de tortillas et 4,0 % pour la fabrication de produits de viande. En ce qui a trait à la fabrication de boissons et de produits du tabac, la productivité du travail a enregistré un léger recul moyen de 1,2 % par année sur la même période.

FIGURE 5.7 | TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL (PIB PAR HEURE TRAVAILLÉE) DANS LES SOUS-SECTEURS DE LA FABRICATION D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, DE 2020 À 2024 *



* Les données de l'année 2024 sont préliminaires.
Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation et estimation du MAPAQ.

6 LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET DES FRUITS DE MER

FAITS SAILLANTS

Secteur de la pêche maritime

- La valeur des débarquements a atteint 486 M\$ (+34,9 %), surpassant les niveaux d'avant la crise de 2023-2024.
- La croissance est portée par une hausse des volumes de homard (+21,2 %) et une explosion des prix du crabe (+80,9 %).
- Le homard et le crabe génèrent à eux seuls 92 % de la valeur totale de la pêche maritime de la province.
- Malgré un léger rebond des débarquements pour la crevette nordique (1,7 kt), les volumes restent inférieurs de 90 % à la moyenne historique de la période 2010-2020.

Secteur de la transformation des poissons et des fruits de mer :

- Les livraisons manufacturières du secteur (692 M\$) ont augmenté par rapport à 2024.
- Cette hausse des livraisons est principalement due à une croissance de la valeur des exportations internationales (+22,3 %) attribuable à la bonne tenue des prix.

VALEUR DES DÉBARQUEMENTS

485,6 M\$ (+34,9 %)

95 %

Part des crustacés dans la valeur des débarquements



VALEUR DES LIVRAISONS

MANUFACTURIÈRES

692,0 M\$ (+33,5 %)

789,7 M\$ (+17,6 %)
Importations
internationales



474,7 M\$ (+22,3 %)
Exportations
internationales

États-Unis (93 %)
Principale destination des exportations internationales



1 400

Détenteurs de permis de pêche maritime commerciale et de cueillette de mollusques



78

Établissements de transformation de poissons et de fruits de mer



3 000

Emplois dans les pêches maritimes (pêcheurs et aides-pêcheurs)

1 542

Emplois en transformation

Débarquements de la pêche maritime : une reprise vigoureuse

Le secteur de la pêche maritime au Québec a connu une période de fortes fluctuations au cours des cinq dernières années, marquée par un creux en 2023 suivi d'une reprise spectaculaire en 2025. La valeur des débarquements de la pêche maritime s'est établie à 486 M\$, ce qui représente une augmentation de 34,9 % par rapport à 2024. Cette hausse a permis à l'industrie de dépasser ses niveaux de 2021-2022, après deux années difficiles (2023 et 2024) où la valeur globale était passée sous la barre des 400 M\$.

La dominance des crustacés

Cette croissance est principalement attribuable aux crustacés, qui représentent 95 % de la valeur totale des débarquements effectués en 2025. La valeur de ce sous-groupe a bondi de 36,4 %, portée par les deux espèces phares du Québec, le homard d'Amérique et le crabe des neiges, qui comptent pour 92 % de la valeur totale des débarquements de la pêche maritime.

Dans le cas du homard d'Amérique, la croissance de 31,2 % de la valeur a été essentiellement dictée par une augmentation importante des captures. Le volume débarqué a progressé de 21,2 % pour atteindre des niveaux record.

À l'inverse, la forte hausse de la valeur du crabe des neiges, qui a atteint 49,5 %, repose sur une conjoncture de prix exceptionnelle. Malgré des quotas plus restrictifs qu'auparavant qui ont limité les volumes, la rentabilité de cette pêche a été propulsée par une augmentation du prix au débarquement de 80,9 %.

TABLERAU 6.1 | VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DE LA PÊCHE MARITIME AU QUÉBEC, DE 2021 À 2025
(EN MILLIONS DE DOLLARS)

ESPÈCES	2021	2022	2023	2024p	2025p	VARIATION 2025/2024
Total	448,0	461,6	353,6	360,0	485,6	34,9 %
Crustacés	423,6	438,1	333,1	339,3	462,7	36,4 %
Crabe des neiges	184,8	193,7	76,7	98,6	147,3	49,5 %
Crevette nordique	24,6	25,8	14,7	3,7	6,4	72,4 %
Homard d'Amérique	207,2	210,7	233,8	229,8	301,4	31,2 %
Autres mollusques et crustacés	7,0	7,8	8,0	7,3	7,6	4,7 %
Autres espèces	24,4	23,5	20,5	20,7	22,9	10,6 %

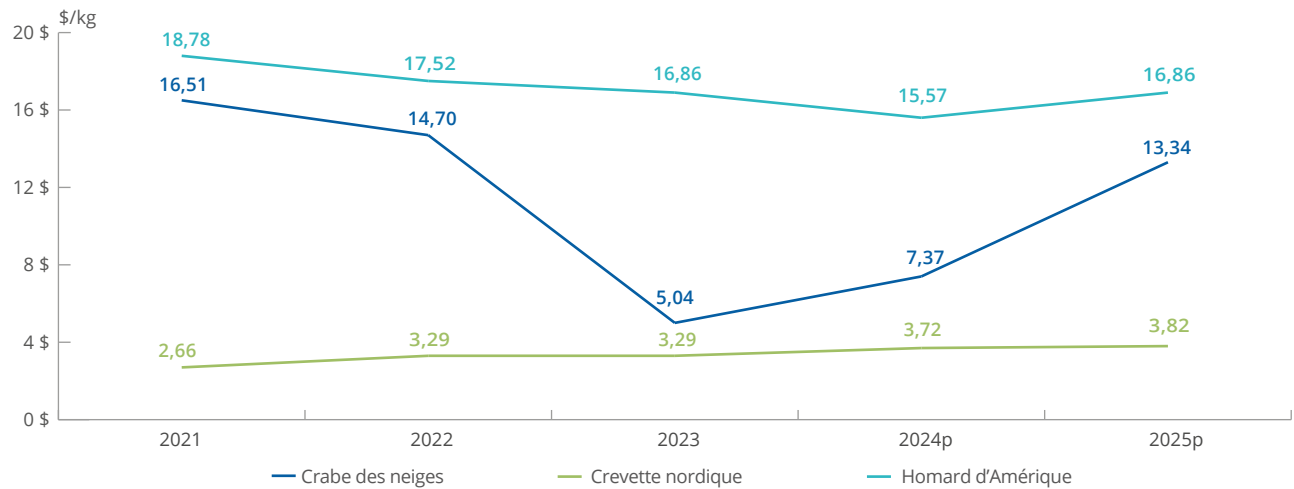
p : données préliminaires.

En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties peut différer du total.

Les autres espèces comprennent, entre autres, les poissons de fond et les poissons pélagiques.

Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ.

FIGURE 6.1 | PRIX AU DÉBARQUEMENT (\$/KG) DES CRUSTACÉS AU QUÉBEC, DE 2021 À 2025



p : données préliminaires
Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ.

TABLEAU 6.2 | VOLUME DES DÉBARQUEMENTS DE LA PÊCHE MARITIME AU QUÉBEC, DE 2021 À 2025 (EN MILLIERS DE TONNES)

ESPÈCES	2021	2022	2023	2024p	2025p	VARIATION 2025/2024
Total	43,0	44,2	41,4	38,8	40,2	3,6 %
Crustacés	34,5	35,9	36,3	31,7	33,3	5,0 %
Crabe des neiges	11,2	13,2	15,2	13,4	11,0	-17,4 %
Crevette nordique	9,3	7,8	4,4	1,0	1,7	67,8 %
Homard d'Amérique	11,0	12,0	13,9	14,8	17,9	21,2 %
Autres mollusques et crustacés	3,0	2,9	2,8	2,6	2,7	4,4 %
Autres espèces	8,5	8,3	5,1	7,1	6,9	-2,4 %

p : données préliminaires
En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties peut différer du total.
Les autres espèces comprennent, entre autres, les poissons de fond et les poissons pélagiques.
Source : Pêches et Océans Canada (région du Québec); compilation du MAPAQ.

Le défi persistant de la crevette nordique

La situation demeure plus complexe pour la crevette nordique. Bien que le volume débarqué montre un signe de reprise avec 1,7 kt comparativement au creux historique de 1,0 kt enregistré en 2024, ces chiffres restent marginaux par rapport à ceux de la décennie précédente. Rappelons que les volumes débarqués de crevette nordique étaient en moyenne d'environ 16 kt au cours de la période 2010-2020.

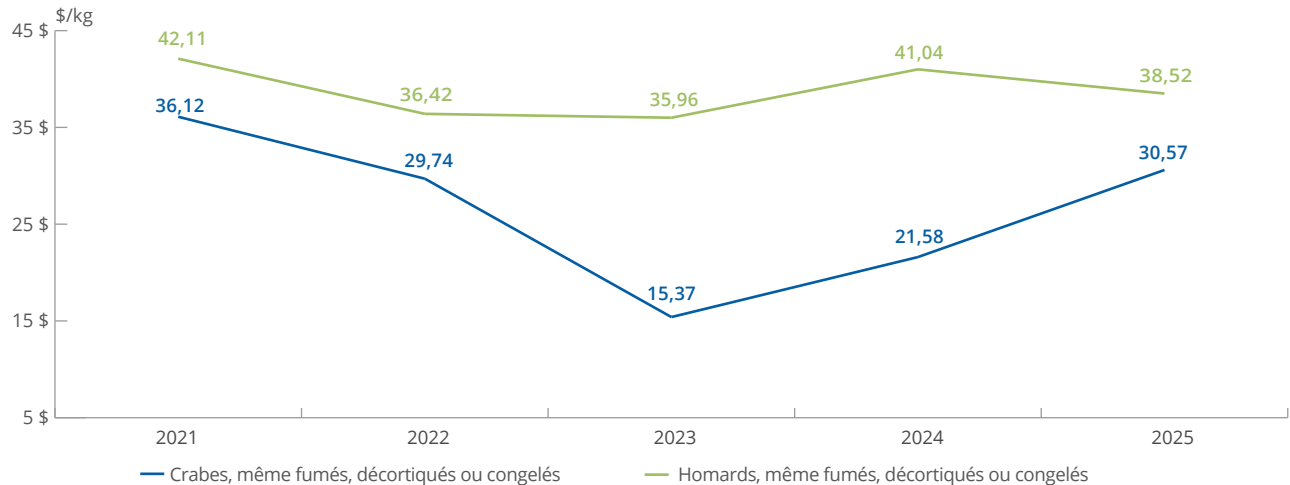
Cette réduction s'explique par des pressions environnementales majeures, notamment le réchauffement des eaux et la diminution du taux d'oxygène dans le golfe Saint-Laurent. À ces facteurs s'ajoute la prédation accrue exercée par le sébaste, dont la population a connu une croissance telle qu'elle a mené à la réouverture de la pêche commerciale pour cette espèce après un moratoire de 30 ans.

L'industrie de la transformation de poissons et de fruits de mer dynamisée par l'essor des exportations internationales

Au Québec, l'activité de la pêche maritime est fortement tributaire du secteur de la transformation de poissons et de fruits de mer, qui utilise 90 % des produits de la pêche. On estime que ce secteur a connu, en 2025, une croissance des livraisons de 33,5 %, par rapport à 2024, pour atteindre 692,0 M\$. Cette progression est principalement due à la vigueur des exportations internationales de ce secteur, qui ont été de 474,7 M\$ en 2025 et correspondent à 65 % de la valeur des livraisons totales. La part restante (35 %) a été destinée au marché canadien, qui a généré des livraisons de 217,4 M\$. Ainsi, la hausse des exportations internationales est un moteur essentiel de la croissance du secteur. Ce marché a contribué à plus de 22 % de l'augmentation globale de la valeur des livraisons de celui-ci au Québec.

Les États-Unis sont la principale destination des exportations du secteur puisqu'ils absorbent 93,0 % de leur valeur. Plus précisément, un peu plus de la moitié de ses exportations vers ce pays sont destinées à l'État du Massachusetts. Les produits les plus exportés sont le homard (32,8 %) et le crabe (46,2 %), principalement sous forme de produits fumés, décortiqués ou congelés. Dans le cas du crabe, le prix à l'exportation a augmenté de 41,7 % en 2025.

FIGURE 6.2 | PRIX DES DEUX PRINCIPAUX PRODUITS MARINS (\$/KG) EXPORTÉS À L'INTERNATIONAL, DE 2021 À 2025

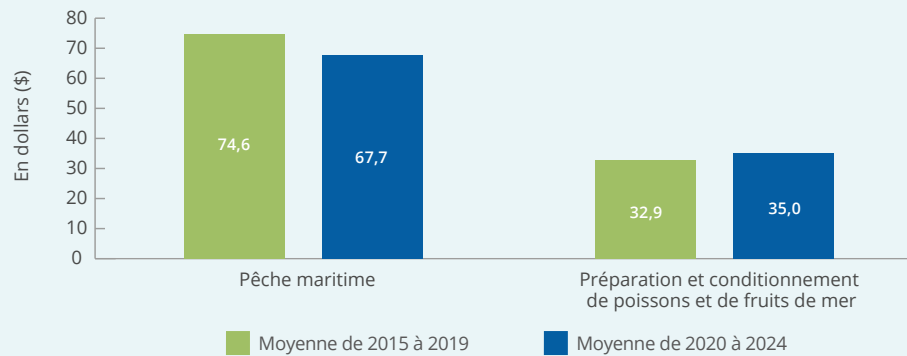


Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

UNE BAISSÉ DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DE LA PÊCHE MARITIME, MAIS UNE HAUSSE DE CELLE DU SECTEUR DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DE PRODUITS ET DE FRUITS DE MER

La productivité du travail de la pêche maritime a été affectée par la baisse des volumes des débarquements (tableau 6.2), qui s'est traduite par un niveau moyen plus faible de 2020 à 2024 avec 67,70 \$ de PIB réel par heure travaillée comparativement à 74,60 \$ de 2015 à 2019. À l'opposé, la productivité du travail du secteur de la préparation et du conditionnement de produits et de fruits de mer est passée d'une moyenne de 32,90 \$ à 35,00 \$ entre les mêmes périodes. En outre, ce dernier secteur a pu profiter d'une hausse des prix à l'exportation pour ses deux principaux produits marins.

FIGURE 6.3 | PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL (PIB RÉEL PAR HEURE) DES SECTEURS QUÉBÉCOIS DE LA PÊCHE MARITIME AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DE POISSONS ET DE FRUITS DE MER, MOYENNE DE 2015 À 2019 ET MOYENNE DE 2020 À 2024*



* Les estimations concernant la productivité du travail de la pêche maritime incluent celles relatives à la pêche en eau douce, à la chasse et au piégeage. Le résultat de l'année 2024 est préliminaire.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation du MAPAQ.

7 L'AGRICULTURE

FAITS SAILLANTS

- Les recettes du marché de l'agriculture ont atteint 12,9 G\$, ce qui représente une progression de 4,3 % (+529 M\$) par rapport à 2024.
- Le secteur animal a généré près des trois quarts de cette croissance (+404 M\$), porté majoritairement par le porc (grâce à de meilleurs prix) et les productions sous gestion de l'offre.
- Malgré une hausse globale de 125 M\$ pour le secteur végétal, le portrait est inégal : les fruits et légumes montrent une bonne performance, tandis que l'acériculture a enregistré un recul de 44 M\$ après son année record.
- Le secteur des grains a été freiné par une baisse importante des revenus tirés du soja (-67 M\$), partiellement compensée par les ventes de maïs (+57 M\$).

RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DU MARCHÉ*

12,9 G\$ (+4,3 %)

60 %

Part des productions animales dans les recettes monétaires provenant du marché



RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLLES TOTALES

13,5 G\$ (+3,1 %)



5 % Part du Québec dans les terres cultivables au Canada

13 % Part du Québec dans les recettes monétaires canadiennes provenant du marché



22 %

Part des produits agricoles primaires dans les exportations bioalimentaires internationales du Québec

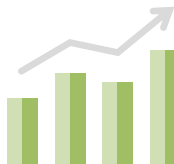
4,2 G\$ (-1,5 %)

**PIB réel
de l'agriculture**



28 500

Exploitations agricoles



1,5 G\$ (-3,0 %)

Investissements de l'agriculture



52 000

Emplois agricoles

*Selon les données de février 2026.

Une hausse des recettes monétaires agricoles dans les productions animales et végétales

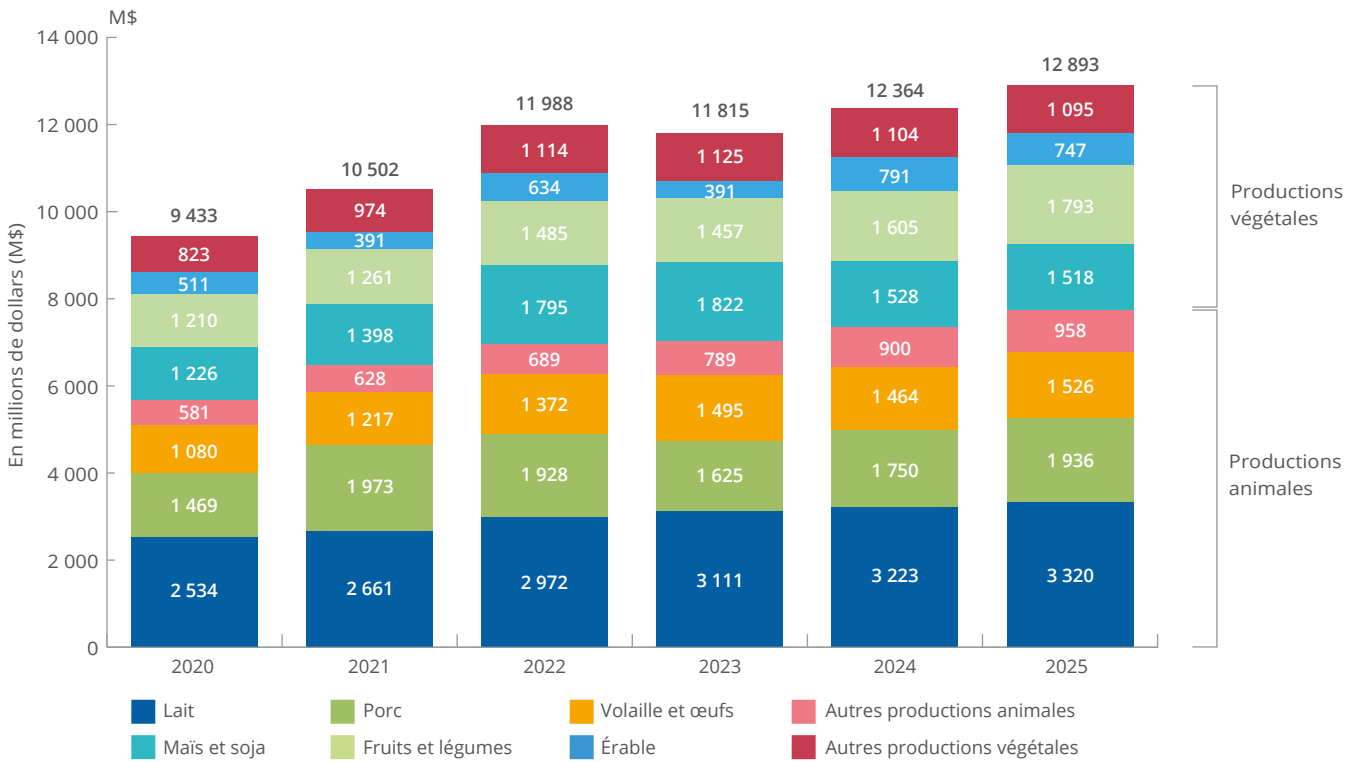
Au Québec, les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont atteint 12,9 G\$ en 2025, une hausse de 4,3 % ou de 529 M\$ par rapport à 2024. Cette progression repose principalement sur la performance des productions animales, qui comptent pour près des trois quarts de la croissance totale.

Les recettes des productions animales ont ainsi augmenté de 404 M\$ pour s'établir à 7,7 G\$. Cette hausse est notamment attribuable aux secteurs du porc (+186 M\$) et du bovin (+69 M\$). Dans le cas du porc, l'amélioration des prix payés aux producteurs constitue le principal moteur de croissance malgré un cheptel demeuré stable. Par ailleurs, les productions sous gestion de l'offre ont contribué de façon significative à cette progression avec une augmentation de près de 156 M\$.

Du côté des productions végétales, les recettes monétaires ont augmenté de 125 M\$ pour atteindre 5,2 G\$ en 2025. Les résultats apparaissent toutefois contrastés selon les filières. Les fruits et légumes se démarquent des autres filières avec une augmentation combinée de près de 175 M\$, à laquelle s'ajoute une hausse de 14 M\$ pour les pommes de terre. À l'inverse, les recettes acéricoles ont reculé de 44 M\$, malgré une performance de production qui se classe au deuxième rang historique, après l'année record de 2024.

Enfin, le secteur des grains et des oléagineux présente un bilan mitigé. La diminution de 67 M\$ des recettes liées au soja, attribuable à la fois à une baisse des prix et à une réduction des volumes commercialisés, a été partiellement compensée par une hausse de 57 M\$ des recettes du maïs, soutenue par le raffermissement des prix sur les marchés internationaux, malgré un recul des volumes vendus.

FIGURE 7.1 | RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC, DE 2020 À 2025 (EN MILLIONS DE DOLLARS)



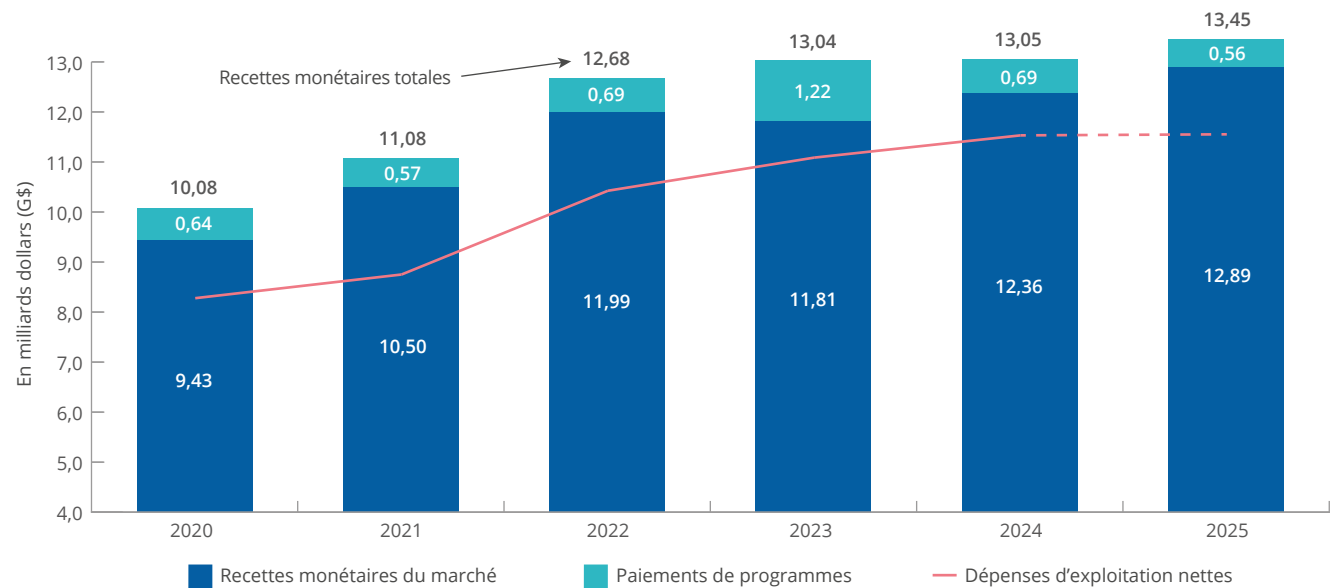
Statistique Canada, tableau 32-10-0045-01; compilation du MAPAQ.

Le maintien de la stabilité pour les dépenses totales

Avec les paiements de programmes gouvernementaux de 560 M\$, les recettes monétaires agricoles totales se chiffrent à 13,5 G\$ au Québec pour 2025. Cette somme représente 400 M\$ de plus qu'en 2024.

Selon les estimations disponibles, les dépenses d'exploitation totales seraient demeurées stables en 2025 par rapport à 2024. Cela s'expliquerait notamment par une légère baisse des intérêts payés par les entreprises agricoles, bien que le niveau de ceux-ci demeure élevé et qu'ils représentent plus de 15 % des dépenses d'exploitation nettes de ces entreprises en 2025.

FIGURE 7.2 | REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2020 À 2025 (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

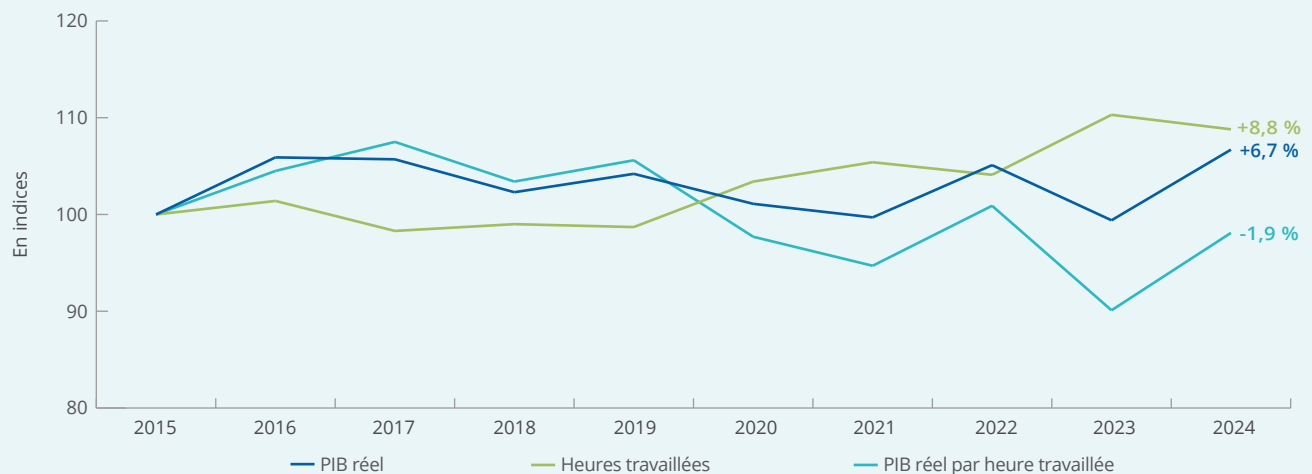


Sources : Statistique Canada et estimation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada; compilation du MAPAQ.

UN LÉGER RECU DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL EN AGRICULTURE OCCASIONNÉE PAR UNE PLUS FORTE HAUSSE DU NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES QUE DU PIB RÉEL

Selon les plus récentes données disponibles, en 2024, la productivité du travail en agriculture a progressé par rapport à 2023, mais reste inférieure à celle observée de 2015 à 2022. Cela s'explique notamment par une plus forte augmentation du nombre d'heures travaillées (+8,8 %) que du PIB réel (+6,7 %), se traduisant par un léger recul de l'ordre de 1,9 % du PIB réel par heure travaillée entre ces années.

FIGURE 7.3 | ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL (PIB RÉEL PAR HEURE TRAVAILLÉE) ET DE SES COMPOSANTES DANS LES CULTURES AGRICOLES ET L'ÉLEVAGE (SAUF L'AQUACULTURE) AU QUÉBEC, DE 2015 À 2024* (INDICE 2015 = 100)*



* Les données de l'année 2024 sont préliminaires.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0480-01; compilation et estimation du MAPAQ.

ANNEXES

ANNEXE 1 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE EN 2024 ET 2025

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL AUX PRIX DE BASE (M\$)*	2024	2025	VARIATION %
Agriculture et pêches	4 522	4 450	-1,6 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	9 846	9 457	-3,9 %
Grossistes agricoles et alimentaires	3 344	3 459	3,5 %
Détaillants d'alimentation	4 270	4 327	1,3 %
Services de restauration et débits de boissons	6 180	6 224	0,7 %
Autres détaillants, services alimentaires et circuits	2 406	2 600	8,0 %
Total, bioalimentaire**	30 567	30 518	-0,2 %
Ensemble de l'économie***	447 585	450 300	0,6 %

EMPLOIS (n)	2024	2025	VARIATION %
Agriculture et pêches	55 250	55 600	0,6 %
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	74 775	75 032	0,3 %
Grossistes agricoles et alimentaires	32 871	32 582	-0,9 %
Détaillants d'alimentation	130 554	130 049	-0,4 %
Services de restauration et débits de boissons	234 094	234 592	0,2 %
Total, bioalimentaire	527 544	527 855	0,1 %
Ensemble de l'économie	4 566 000	4 644 800	1,7 %

INVESTISSEMENTS (M\$) ^{1, 2}	2024 ^p	2025 ^p	VARIATION %
Agriculture et pêches ³	1 598	1 551	-2,9 %
Fabrication d'aliments, de boissons et produits du tabac ³	1 035	862	-16,7 %
Grossistes agricoles et alimentaires ⁴	619	577	-6,8 %
Détaillants d'alimentation ⁴	431	440	2,1 %
Services de restauration et débits de boissons ⁴	219	333	52,1 %
Total bioalimentaire^{3,4}	3 902	3 763	-3,6 %
Ensemble de l'économie ⁵	87 982	86 535	-1,6 %

* PIB réel par industrie, aux prix de base (en dollars enchaînés de 2017).

** Y compris les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics). Les données du PIB réel présentées pour l'industrie bioalimentaire et ses secteurs ne prennent pas en compte le cannabis.

*** Selon le PIB réel par industrie de Statistique Canada (mai 2026). Pour l'ensemble de l'économie, la croissance du PIB réel selon les dépenses est de 0,7 % en 2025 (Institut de la statistique du Québec, mars 2026). Au besoin, consulter la section sur la conjoncture économique.

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec; compilation et estimation du MAPAQ.

Investissements :

p : Données provisoires.

1. Les données comprennent les dépenses pour la construction de bâtiments non résidentiels, pour des travaux de génie, pour de la machinerie et du matériel ainsi que pour des produits de propriété intellectuelle.
2. Les données de 2024 et 2025 sont provisoires et pourraient faire l'objet d'une révision. Elles sont à utiliser avec une certaine prudence.
3. Pour l'agriculture et les pêches ainsi que pour la fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac, les données de 2024 proviennent des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* de Statistique Canada. Pour 2025, elles sont des estimations du MAPAQ et de l'ISQ, réalisées à partir des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* ainsi que de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada.
4. Pour le secteur tertiaire bioalimentaire et ses sous-secteurs, les données ont été estimées par le MAPAQ et l'ISQ à partir des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* et de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Elles sont à utiliser avec prudence. Les investissements du secteur tertiaire ne comprennent pas les autres détaillants (ex. : Walmart, Costco), les services alimentaires liés à l'hôtellerie et au marché institutionnel ainsi que les autres circuits de commercialisation (ex. : marchés publics).
5. Estimation du MAPAQ pour l'ensemble de l'économie en 2025, à partir des *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel* et de l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada.

Sources : Statistique Canada, *Flux et stocks de capital fixe non résidentiel*, selon l'industrie et le type d'actif et *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*; estimation de l'Institut de la statistique du Québec; compilation et estimation du MAPAQ.

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (M\$)	2024	2025	VARIATION %
Recettes monétaires agricoles tirées du marché	12 364	12 893	4,3 %
Livraisons manufacturières des aliments	33 437	33 837	1,2 %
Livraisons manufacturières des boissons et du tabac	6 134	6 026	-1,8 %
Demande alimentaire intérieure (G\$)	69,0	72,6	5,1 %
Ventes alimentaires au détail et circuits courts (G\$)	46,0	48,3	5,1 %
Ventes des services alimentaires du réseau HRI (G\$)	23,0	24,2	5,2 %
Exportations internationales de produits alimentaires	12 654	13 309	5,2 %
Importations internationales de produits alimentaires	11 843	13 588	14,7 %
CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION (%)	2024	2025	S.O.
Aliments et boissons non alcoolisées	2,0	3,1	S.O.
Aliments achetés à l'épicerie	1,5	3,3	S.O.
Aliments achetés au restaurant	3,1	2,7	S.O.
Boissons alcoolisées	3,1	3,0	S.O.
Essence	-2,3	-5,7	S.O.
Ensemble des biens et des services (inflation)	2,3	2,4	S.O.
AUTRES	2024	2025	VARIATION %
Population totale (k)	8 995	9 058	0,7 %
Population active (k)	4 823	4 921	2,0 %
Taux de chômage (%)	5,3	5,6	↗
Taux d'emploi (%)	61,4	61,3	↘
Taux de change (\$ US/\$ CA)	0,73	0,72	↘
Taux officiel d'escompte (%)	4,7	2,9	↘

S.O. : sans objet

**ANNEXE 2 | VALEUR ESTIMÉE DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE LA FABRICATION
D'ALIMENTS, DE BOISSONS ET DE PRODUITS DU TABAC AU QUÉBEC, EN 2024 ET 2025
(EN MILLIONS DE DOLLARS)**

CODE SCIAN	SECTEURS	2024	2025	VARIATION 2025/2024
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac		39 570 762	39 862 316	0,7 %
311	Fabrication d'aliments	33 437 221	33 836 773	1,2 %
3111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 486 573	2 710 680	9,0 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	1 539 305	1 537 377	-0,1 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	2 125 902	2 275 681	7,0 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	2 729 400	2 905 120	6,4 %
3115	Fabrication de produits laitiers	7 498 823	7 396 108	-1,4 %
3116	Fabrication de produits de viande	7 978 340	8 058 196	1,0 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	518 356	692 047	33,5 %
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	2 870 685	2 905 105	1,2 %
3119	Fabrication d'autres aliments	5 689 837	5 356 459	-5,9 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	6 133 541	6 025 543	-1,8 %

Source: Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

ANNEXE 3 | EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPES DE PRODUITS EN 2024 ET EN 2025 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	2024	2025	VARIATION 2025/2024	PARTS EN 2025
TOTAL BIOALIMENTAIRE	12 654	13 309	5,2 %	100,0 %
Cacao et préparations	1 976	2 341	18,5 %	17,6 %
Viande porcine	1 829	1 849	1,1 %	13,9 %
Fruits, légumes et leurs préparations	1 260	1 371	8,8 %	10,3 %
Miel, érable et sucre	964	1 107	14,9 %	8,3 %
Préparations alimentaires diverses	1 034	969	-6,3 %	7,3 %
Oléagineux	903	944	4,5 %	7,1 %
Produits céréaliers	906	887	-2,0 %	6,7 %
Boissons	610	615	0,8 %	4,6 %
Viande de volaille et œufs	651	558	-14,3 %	4,2 %
Poissons et fruits de mer	388	475	22,3 %	3,6 %
Produits oléagineux	295	322	9,3 %	2,4 %
Céréales non transformées	243	303	24,4 %	2,3 %
Aliments pour animaux	279	263	-5,5 %	2,0 %
Produits divers	234	263	12,5 %	2,0 %
Viande bovine	213	260	21,6 %	2,0 %
Animaux vivants	170	151	-11,5 %	1,1 %
Produits laitiers	126	137	8,2 %	1,0 %
Produits du café et du thé	166	119	-28,4 %	0,9 %
Pomme de terre	153	112	-26,9 %	0,8 %
Autres groupes bioalimentaires	256	266	3,8 %	2,0 %

Source: Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

ANNEXE 4 | IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPES DE PRODUITS EN 2024 ET EN 2025 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	2024	2025	VARIATION 2025/2024	PARTS EN 2025
TOTAL BIOALIMENTAIRE	11 843	13 588	14,7 %	100,0 %
Cacao et préparations	1 676	2 634	57,2 %	19,4 %
Fruits, légumes et préparations	2 041	2 226	9,1 %	16,4 %
Boissons	2 154	2 049	-4,9 %	15,1 %
Café, thé et produits	883	1 319	49,4 %	9,7 %
Poissons et fruits de mer	672	790	17,6 %	5,8 %
Miel, érable et sucre	949	746	-21,4 %	5,5 %
Produits céréaliers	572	621	8,6 %	4,6 %
Produits oléagineux	741	596	-19,5 %	4,4 %
Viande bovine	277	467	68,9 %	3,4 %
Produits laitiers	407	465	14,1 %	3,4 %
Produits divers	357	378	5,7 %	2,8 %
Préparations alimentaires diverses	313	358	14,5 %	2,6 %
Oléagineux	113	124	9,5 %	0,9 %
Aliments pour animaux	113	122	7,6 %	0,9 %
Animaux vivants	115	118	3,0 %	0,9 %
Viande porcine	98	116	18,3 %	0,9 %
Viande de volaille et œufs	89	110	24,1 %	0,8 %
Céréales non transformées	73	97	33,2 %	0,7 %
Pomme de terre	20	19	-5,8 %	0,1 %
Autres produits bioalimentaires	182	234	28,1 %	1,7 %

Source: Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat aux politiques bioalimentaires, aux ressources financières et aux investissements
Direction des études et des perspectives économiques (Félicien Hitayezu, directeur)

Coordination

Élodie Gravel
Stéphanie Keable

Recherche et rédaction

Élodie Gravel
Alexis Labrosse
Éric Massicotte
Julius Olatounde
Josée Robitaille
Ricardo Vargas
Marie-Hélène Zarnovican

Collaboration

Sous-ministériat aux pêches, à l'aquaculture, au commerce,
à la transformation et aux relations intergouvernementales

Révision linguistique

Isabelle Tremblay, Des mots et des lettres

Conception graphique

Direction des communications

